ISSN 0383-3208

L'ÉCONOMIE
AU
NOUVEAU-BRUNSWICK
1989

RAPPORT À L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RÉDIGÉ PAR
L'AGENCE DE LA STATISTIQUE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
MINISTÈRE DES FINANCES

AVAILABLE IN ENGLISH

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

SOMMAIRE.....2

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE
Revue de 1988.....4
Perspectives pour 1989.....8

L'ÉCONOMIE CANADIENNE
Revue de 1988.....12
Perspectives pour 1989.....15

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Revue de 1988.....19
Perspectives pour 1989.....26

SECTEURS D'ACTIVITÉ
Agriculture.....29
Pêches.....31
Industrie forestière.....32
Fabrication.....36
Mines.....38
Construction.....41
Services.....42

CONCLUSION.....47

TABLEAUX STATISTIQUES.....48

89-02759/

SIGNES CONVENTIONNELS

..	chiffres non disponibles
...	données non pertinentes
___	néant
--	nombre infime
p	chiffres provisoires
r	chiffres rectifiés
x	données confidentielles
*	Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick

BILAN STATISTIQUE DE 1988

	Nouveau-Brunswick (en millions de dollars, sauf indication contraire)	Écart (en %) entre 1987 et 1988 N.-B.	Canada
PRODUCTION ET REVENUS			
PIB - (en dollars courants)	9 999	7,6	8,9
- (en dollars constants de 1981)	7 732	3,2	4,5
Total des revenus personnels	10 454	6,7	7,1
FACTEURS DE LA DEMANDE			
Formation de capital	2 592	12,6	12,8
Exportations[1]	2 605	5,1	11,9
Mises en chantier d'habitations (nombre)	3 621	-2,6	-9,5
Commerce de détail	4 123	8,7	7,4
POPULATION ET POPULATION ACTIVE			
Population totale au 1er juin (000)	714	0,3	1,2
Population active (000)	318	1,9	2,0
Emploi (000)	280	2,9	3,2
Chômage (000)	38	-7,3	-10,3
Taux de chômage (%)	12,0	...	...
Taux d'activité (%)	58,8	...	...
SECTEURS D'ACTIVITÉ			
Production minérale	831	33,6	...
Recettes agricoles en espèces	254	2,9	3,8
Volume de production des pâtes et papiers	...	2,1	..
Livraisons de biens de fabrication	4 588	-4,4	6,9
Utilisation d'énergie électrique (GW.h)[1]	11 311	4,8	5,2
Indice des prix à la consommation (1981=100)	141,2	3,4	4,1

[1] Ces séries ne sont pas disponibles pour l'année, les données indiquées portant sur une période de 9 mois seulement.

SOMMAIRE

REVUE ET PERSPECTIVES

Grâce à une augmentation du produit intérieur brut (PIB) réel de 3,2 % en 1988, le Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance économique pour la sixième année consécutive depuis la récession de 1981-1982. Le taux de croissance économique de la province en 1988 a été inférieur à ceux qu'ont connus le Canada et les États-Unis, lesquels se chiffraient respectivement à 4,5 et à 3,7 %. Au Nouveau-Brunswick, la croissance a été particulièrement soutenue, en 1988, par les ventes au détail, les livraisons de pâtes et papiers, la production minérale et les investissements.

Selon les estimations, le rendement des industries productrices de biens de la province s'est accru de 3,7 %, et celui du secteur des services a connu une hausse de 3 %. La valeur des investissements a progressé de 12,6 % dans l'ensemble des secteurs de l'économie, exception faite des institutions et des organismes gouvernementaux. Les mises en chantier d'habitations se sont chiffrées à 3 621, ce qui représente une diminution de 2,6 % par rapport à l'année précédente.

La poussée des ventes au détail s'est poursuivie en 1988; celles-ci ont en effet augmenté de 8,7 %, par rapport à 1987, comparativement à 7,4 % pour l'ensemble du Canada. L'indice des prix à la consommation de Saint-Jean a connu une hausse moyenne de 3,4 % en 1988; ainsi, pour la troisième année consécutive, le taux d'inflation des prix à la consommation était inférieur à la moyenne nationale.

La population active a augmenté de 6 000 personnes en 1988 au Nouveau-Brunswick, ce qui a entraîné un taux de participation record de 58,8 %. Entre-temps, le niveau de l'emploi s'est accru de 2,9 % (8 000 emplois) ce qui représente une hausse légèrement inférieure à la moyenne de l'ensemble du pays, laquelle s'établissait à 3,2 pour cent. Trois mille personnes ont quitté les rangs des sans-emploi en 1988, de sorte que le taux de chômage est passé de 13,1 % en 1987 à 12 % l'année dernière.

Compte tenu du ralentissement prévu dans le secteur industriel en 1989, le PIB réel de la province devrait connaître une croissance modérée de 2,9 % en 1989. On s'attend à un ralentissement du rythme de croissance dans les secteurs de l'exploitation forestière et des industries de fabrication, tandis qu'on prévoit que l'industrie de la construction continuera sur sa lancée grâce aux importants projets des secteurs des pâtes et papiers et des services publics.

En 1989, on estime que le taux de croissance de l'emploi, bien qu'inférieur à celui de 1988, continuera d'être plus élevé que le facteur d'accroissement de la main-d'oeuvre; par conséquent, le taux de chômage devrait s'établir à 11,6 %, en baisse pour une quatrième année consécutive depuis le record de 15,1 % établi en 1985. Quant à l'indice des prix à la consommation de Saint-Jean, il devrait augmenter de 4,6 pour cent en 1989.

L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE

REVUE DE 1988

La croissance du produit national brut (PNB) réel des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques[1] s'est établie à 4 % en 1988; cette hausse, qui marque la sixième année consécutive de croissance depuis la récession mondiale de 1982, a de loin dépassé les résultats de 3,3 % qui avaient été enregistrés en 1987. La croissance économique s'est accentuée dans les sept principales nations industrialisées dont le PNB s'est accru de 4,2 %, ce qui représente une hausse considérable par rapport à celle de 3,4 % qui avait été enregistrée en 1987. L'intensification de l'activité économique s'est fait le plus ressentir au Japon, puis au Canada et au Royaume-Uni. Par rapport à l'année précédente, seul le Royaume-Uni a connu un ralentissement de la croissance de son PNB.

---

1 Les pays membres de l'OCDE sont l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest), la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis.

TAUX DE CROISSANCE DU PNB ET DU PIB RÉELS DES PAYS DE L'OCDE ENTRE 1986 ET 1989

	1986	1987	1988	1989
	(Variations en pourcentage)			
États-Unis	2,8	3,4	3,7	3,0
Japon	2,4	4,3	5,7	4,5
Allemagne de l'Ouest	2,3	1,8	3,7	2,5
France	2,1	2,3	3,5	3,0
Royaume-Uni	3,2	4,3	4,2	3,0
Italie	2,9	3,1	3,7	3,5
Canada	3,2	4,0	4,2	3,0
Totaux des sept principaux pays industrialisés	2,7	3,4	4,2	3,2
Membres européens de l'OCDE	2,6	2,8	3,5	3,0
Totaux de l'OCDE	2,7	3,3	4,0	3,2

Sources : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Perspectives économiques, décembre 1988.

Les pays européens ont enregistré des performances diverses en matière de croissance économique en 1988. Au Royaume-Uni, le niveau record des dépenses de consommation, attribuable aux réductions d'impôts et à une augmentation considérable des salaires, a compensé l'imposition de taux d'intérêt élevés, accentuant ainsi le déficit au compte courant. L'augmentation des salaires a pratiquement atteint le double de celle qu'ont enregistrée les autres pays européens, et elle a exercé des pressions à la hausse sur l'indice des prix à la consommation. Malgré les taux d'intérêt élevés pratiqués en Italie, l'économie du pays a suivi la croissance des investissements non résidentiels et des dépenses de consommation. L'inflation continue d'y sévir, mais la hausse des taux d'intérêt et le versement anticipé des impôts n'ont pas réussi à freiner la demande intérieure. La hausse soutenue des dépenses de consommation et des investissements dans les biens d'équipement ont accentué la croissance économique plus qu'on ne pouvait le prévoir en France.

En Allemagne de l'Ouest, on a enregistré un faible niveau de dépenses de consommation; par contre, l'accroissement de la production industrielle et des exportations ainsi que l'intensification des investissements résidentiels et non résidentiels ont donné le ton à la plus forte croissance qu'ait connu le pays depuis 1979. Au Japon, la vigueur des investissements, de la production industrielle et de la demande pour les biens de consommation a contribué à un accroissement substantiel du rendement économique. Les faibles taux d'inflation et d'intérêt ont permis au Japon de présenter la plus forte hausse du PNB (5,7 %) parmi les sept principaux pays industrialisés.

La croissance de la demande et du rendement, aux États-Unis, s'est révélée supérieure aux prévisions. L'économie américaine a bénéficié de la vigueur des exportations, des investissements non résidentiels et des dépenses de consommation qui s'est traduite par une augmentation du niveau et des revenus d'emploi ainsi que par un regain de confiance de la part des entreprises et des consommateurs. La croissance du PNB réel a été estimée à 3,7 %, en 1988, ce qui constitue les meilleurs résultats enregistrés depuis 1984; ces gains ont été réalisés en dépit de pertes de production attribuables à la sécheresse qui ont assombri les perspectives de rendement au cours de la seconde moitié de l'année. Les industries ont continué à optimiser l'utilisation de leurs ressources, ce qui a contribué à maintenir la vigueur de la production industrielle. La poussée inflationniste attribuable à l'intensification de l'utilisation des ressources de main-d'oeuvre et de matières brutes ont incité la Réserve fédérale à accroître les taux d'intérêt, ce qui a eu pour effet de resserrer le crédit accordé aux consommateurs et aux entreprises. La valeur du dollar américain sur le marché du commerce mondial a fléchi vers la fin de l'année, mais elle s'est stabilisée approximativement au même niveau qu'à la fin de 1987. Les observateurs craignent toujours que le président Bush ne puisse réduire efficacement le déficit budgétaire ni celui de la balance commerciale pour l'année financière 1990.

La croissance de l'emploi, qui se chiffrait à 1,7 % dans les pays de l'OCDE, a légèrement dépassé les résultats de 1,6 % obtenus en 1987. Parmi les sept principaux pays industrialisés, le Canada (3,2 %), les États-Unis (2,2 %) et le Royaume-Uni (2 %) ont obtenu les meilleurs résultats en ce qui concerne la hausse du niveau de l'emploi.

Le taux de chômage dans les pays de l'OCDE est passé de 7,9 %, en 1987, à 7,2 % en 1988. D'autre part, le taux de chômage dans les sept grands pays industrialisés est passé de 6,9 %, en 1987, à 6,2 % l'année; seule l'Italie a connu une hausse du nombre des sans-emploi en 1988.

L'indice des prix à la consommation des pays de l'OCDE s'est accru d'environ 3,7 % en 1988 (contre 3,6 % en 1987), surtout à cause des tendances à la hausse en ce qui concerne les prix des biens de consommation et des matières brutes. Aux États-Unis, la chute des prix du pétrole et les effets de l'appréciation du dollar au cours de l'été ont jugulé l'inflation des prix à la consommation. L'incidence de la sécheresse sur le prix des aliments ne s'est à peu près pas fait sentir. Les prix à la consommation au Japon, en Allemagne de l'Ouest et en France ont légèrement augmenté en 1988; par ailleurs, on a enregistré des taux d'inflation oscillant de 3,5 à 5 % au Royaume-Uni, en Italie, au Canada et aux États- Unis.

PERSPECTIVES POUR 1989

On s'attend à ce que le rendement économique du monde industrialisé connaisse un ralentissement en 1989; on ne prévoit toutefois pas de récession. L'OCDE estime que la croissance du rendement se chiffrera à 3,2 % en 1989, en perte de vitesse par rapport aux 4 % enregistrés en 1988.

On s'attend à ce que la croissance économique des sept grands pays industrialisés se chiffre à 3,2 % (comparativement à 4,2 % en 1988) à la suite du fléchissement des dépenses de consommation et des investissements de la part des entreprises. Les pays industrialisés connaîtront en 1989 une septième année consécutive de croissance économique, ce qui constitue la période de prospérité la plus longue depuis la Deuxième Guerre mondiale; toutefois, la poursuite de cet élan dépend des effets de l'inflation et des politiques monétaires élaborées en vue de la combattre. La plupart des pays se préoccupent du taux d'inflation et adoptent en priorité, dans le cadre de leurs programmes monétaires et financiers, des politiques de restrictions budgétaires et de hausse des taux d'intérêt.

On prévoit que la croissance économique se fera au ralenti dans tous les sept grands pays industrialisés en 1989. On estime que le Japon présentera le meilleur rendement (4,5 %), suivi de l'Italie (3,5 %). Les autres membres du groupe des sept devraient présenter une croissance allant de 2,5 à 3 %.

La plupart des pays connaîtront un fléchissement de la croissance du niveau d'emploi. Dans la plupart des cas, les taux de chômage devraient ressembler à ceux de l'année dernière, et ils se maintiendront en moyenne à 6,2 %, comme en 1988. Le taux d'inflation devrait atteindre 3,7 %, contre 3,5 % en 1988; on estime que la plupart des pays connaîtront des hausses légèrement plus prononcées que la moyenne.

La croissance du PNB réel des États-Unis se limitera à 3 % l'année prochaine, l'inquiétude se faisant sentir à l'égard d'une reprise de l'inflation et d'une flambée des taux d'intérêt. Les exportations prendront encore le pas sur les importations à cause du fléchissement de la demande des consommateurs et de la hausse des taux d'épargne personnelle. Après avoir atteint des paliers exceptionnels en 1988, les investissements des entreprises ralentiront considérablement en 1989. La croissance du niveau de l'emploi se fera au ralenti et l'on croit possible une légère hausse du taux de chômage. Le pessimisme qui continue de régner au sujet de l'aptitude de l'administration Bush à juguler les déficits budgétaires et commerciaux sera à l'origine de pressions à la hausse sur les taux d'intérêt.

Même si le président Bush n'a pas encore rendu publique sa stratégie économique, on croit qu'il tentera de ralentir le rythme de l'augmentation des dépenses gouvernementales. Il semble que les négociations entre le président Bush et le Congrès seront tendues, puisque le chef de l'état a annoncé son opposition à toute hausse d'impôts, tandis que le Congrès s'est prononcé contre les réductions radicales dans les dépenses. Le nouveau président n'aura pas beaucoup à dire sur le budget de la présente année financière, de sorte que toute nouvelle mesure ou initiative ne se concrétisera pas avant au moins un an. L'Office of Management and Budget estime que le déficit fédéral pour l'année financière 1989 se chiffrera à 145,5 milliards de dollars, en légère baisse par rapport au niveau de 155,1 milliards de dollars qui a été atteint en 1988.

Le président Bush devra aussi faire face à la crise dans le domaine de l'épargne et du crédit; on prévoit en effet qu'il faudra débourser entre 50 et 100 milliards de dollars afin de rescaper les établissements insolvables. Selon la Federal Deposit Insurance Corporation, les banques essuient des pertes atteignant 1 milliard de dollars par mois, et tout retard dans la recherche d'une solution à ce problème pourrait coûter cher aux contribuables.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

REVUE DE 1988

En 1988, la croissance économique s'est révélée plus vigoureuse qu'on ne l'aurait cru au début de l'année et les incidences négatives du krach boursier d'octobre 1987 ne se sont pas fait sentir aussi fortement qu'on l'avait prévu. A la suite d'une hausse de 4 % en 1987, le PNB réel du Canada a augmenté d'environ 4,5 % en 1988. L'économie canadienne, s'appuyant sur l'accroissement de la demande intérieure finale, a connu une sixième année consécutive de croissance.

La hausse de la demande intérieure finale s'est surtout fait sentir dans le secteur privé, en grande partie à cause de l'importance des dépenses de consommation et des investissements dans le secteur non résidentiel. Étant donné les programmes de restrictions financières adoptés par le fédéral et les provinces, les dépenses publiques ont continué de progresser lentement.

La confiance des consommateurs est demeurée forte tout au long de 1988, en dépit de l'augmentation modeste des revenus personnels. Soutenues par une diminution du taux d'épargne, les dépenses des consommateurs ont augmenté de 4,3 % en 1988.

Les investissements se sont accrus de 12,8 % en 1988, comparativement à une hausse de 9,6 pour cent en 1987. On a enregistré 222 562 mises en chantier l'année dernière, ce qui représente une diminution de 9,5 % par rapport au chiffre de 245 986 atteint en 1987, lequel représentait le plus fort total annuel depuis 1977. Forts d'une augmentation de 21,6 % des achats de machines et de matériel, les investissements non résidentiels des entreprises ont connu une hausse de 17,8 % en 1988.

Quant à la production industrielle, les secteurs de la fabrication et des services ont enregistré une croissance de 4 et de 4,3 % respectivement. L'amélioration du rendement des industries de fabrication s'est surtout fait sentir dans les secteurs de la production de biens et des mines; par ailleurs, les domaines des transports, des communications et de la finance se sont révélés les piliers du secteur des services. La valeur brute des livraisons industrielles du Canada a augmenté de 6,9 % en 1988, tandis que les ventes au détail ont progressé de 7,4 %.

L'indice des prix à la consommation a affiché une hausse de 4,1 % en 1988; à ce chapitre, les prix des aliments et des transports ont augmenté légèrement de 2,6 et de 1,9 % respectivement. Par ailleurs, on a relevé des augmentations de prix de plus de 5 % dans les domaines des vêtements, des loisirs, de la lecture et de la formation ainsi que dans les ventes de tabac et d'alcool en 1988.

Le taux de chômage au Canada est tombé à 7,8 % en 1988, soit le niveau le plus bas depuis 1981. Le taux de chômage a donc affiché un recul pour la cinquième année consécutive. Le niveau de l'emploi s'est accru de 3,2 % en 1988, comparativement à 2,9 % l'année précédente.

La valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine s'est considérablement redressée en 1988. En décembre 1987, notre dollar valait 0,77 $US, mais il se transigeait à 0,84 $US à la fin de 1988. La Banque du Canada a continué d'appliquer sa politique de hausse des taux d'intérêt en vue de juguler l'inflation, en particulier dans le centre du pays. En décembre 1988, les banques à charte ont haussé leur taux préférentiel de 11,75 à 12,25 %, soit le plus haut niveau depuis les premiers mois de 1986; cette augmentation était la cinquième de plus de 50 points de pourcentage depuis le mois de mars.

PERSPECTIVES POUR 1989

La croissance de l'économie canadienne est appelée à ralentir en 1989 par suite de la diminution des dépenses de consommation et de construction résidentielle. On prévoit que l'accroissement du PIB réel sera de 2,5 % en 1989.

On s'attend à une baisse des dépenses de consommation par suite du ralentissement de la croissance de l'emploi et de la stabilisation des taux d'épargne personnelle. Les mesures de réforme fiscale contribueront à soutenir les dépenses de consommation au cours de la première moitié de l'année. On s'attend à ce que les dépenses de l'État au chapitre des biens et services augmentent légèrement, tous les paliers de gouvernement continuant à appliquer des mesures de réduction des déficits de fonctionnement. On prévoit une hausse modérée des exportations par suite de la faiblesse généralisée de la croissance économique mondiale qui se fera surtout sentir dans les grands pays industrialisés.

Grâce notamment au secteur des affaires, les investissements continueront d'être à la hausse en 1989, une augmentation de 8,2 % étant prévue. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, on estime que les investissements commerciaux progresseront de 10,5 %, ceux des établissements et des ministères gouvernementaux, de 13,2 %, et ceux de l'habitation, de 1,2 %.

L'essor qu'a connu la construction domiciliaire depuis quelques années est directement attribuable à la demande refoulée qui a suivi la récession de 1981-1982. Les mises en chantier sont appelées à diminuer davantage en 1989, étant donné que la demande de logements suit de plus en plus les besoins démographiques.

On s'attend à une légère hausse des prix à la consommation en 1989. L'augmentation des prix des aliments et des coûts de production provoqueront une hausse de 4,6 % de l'indice des prix à la consommation. On prévoit aussi une accentuation de la hausse des coûts de la main-d'oeuvre en 1989. Le salaire hebdomadaire moyen en 1988 était en hausse de 4,8 %, comparativement à l'augmentation de 3,2 % qui avait marqué la période allant de 1985 à 1987. Les règlements de négociations collectives ont entraîné des augmentations salariales moyennes de 4,2 % au cours des trois premiers trimestres de 1988, et l'on s'attend à ce que les nouveaux contrats de travail prévoient des hausses graduelles par rapport aux niveaux établis en 1987-1988.

Le ralentissement de l'économie provoquera un fléchissement du taux de création d'emplois en 1989. On s'attend à ce que le niveau d'emploi croisse de 1,7 %, contre 3,2 % en 1988. Le taux de chômage devrait augmenter légèrement en 1989, pour s'établir à 8,2 %.

Selon le Conference Board du Canada, l'activité économique devrait ralentir au centre du pays en 1989, après six années de croissance vigoureuse au Québec et en Ontario. On prévoit que la hausse du PIB sera la plus substantielle au Manitoba (3,6 %),

en Saskatchewan (8,8 %), au fur et à mesure que les Prairies se remettront des effets de la sécheresse ainsi qu'à l'Île-du-Prince-Édouard (3,8 %). On estime aussi que le PIB du Nouveau-Brunswick augmentera de 3,2 %, soit un peu plus que dans cinq provinces (2,9 à 3,1 %) et au Canada (3 %).

La hausse des taux d'intérêt que l'on a connue au cours de l'année dernière met en grand péril la poursuite de la croissance économique. On prévoit que les taux continueront leur flambée en 1989. Avant longtemps, la hausse du loyer de l'argent pourrait avoir des effets néfastes sur les dépenses de consommation, la construction résidentielle et les investissements commerciaux. En outre, l'appréciation du dollar canadien attribuable à la différence entre les taux d'intérêt en vigueur au Canada et aux États-Unis restreint les perspectives d'exportation.

Malgré l'inquiétude suscitée par l'effet d'une forte croissance économique sur l'accentuation de l'inflation, peu d'indices permettent de croire que les pressions inflationnistes sont à la hausse. Après six années de croissance économique, l'inflation n'est pas plus élevée qu'elle l'était en 1984. En fait, l'IPC a augmenté d'un peu plus de 4 % au cours de cinq années consécutives. La baisse du taux de chômage et l'amélioration de l'utilisation des capacités productives n'ont pas entraîné de demandes salariales exagérées, contrairement à ce qu'avaient suggéré certains analystes et pronostiqueurs. Les seuls indices d'accélération des prix viennent de Toronto et ont trait en grande partie au marché immobilier dans la Ville reine.

QUELQUES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

CANADA, DE 1987 A 1989

	1987	1988	1989[1]
	(Variations en pourcentage)		
Produit intérieur brut	8,5	8,9	7,0
Indice implicite du PIB	4,3	4,2	4,4
PIB (en dollars de 1981)	4,0	4,5	2,5
Dépenses personnelles	4,7	4,3	2,5
Dépenses publiques courantes	1,6	3,0	2,0
Formation de capital	9,6	12,8	4,0
Exportations	5,8	8,8	2,7
Importations	8,6	13,3	3,5
Revenus personnels	8,0	7,1	7,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	24,1	12,7	8,0
Indice des prix à la consommation	4,4	4,1	4,6
Emploi	2,9	3,2	1,7
Taux de chômage	8,8	7,8	8,2

---

[1] Projections

L'ÉCONOMIE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

REVUE DE 1988

INTRODUCTION

Grâce à une hausse du produit intérieur brut (PIB) réel estimée à 3,2 % en 1988, le Nouveau-Brunswick a connu sa sixième année consécutive de croissance économique depuis la récession de 1981-1982. Son taux de croissance moyen entre 1983 et 1988 s'est chiffré à 4,5 %, comparativement à 4,3 % pour l'ensemble du Canada durant la même période. La croissance nationale de 4,5 % a été supérieure à celle de la province. L'emploi a augmenté de 2,9 % en 1988, ce qui a permis de réduire le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 1982, année de récession.

Parmi les piliers de l'économie du Nouveau-Brunswick en 1988, soulignons les ventes au détail, les livraisons de pâtes et papiers, la production minérale et les investissements. Compte tenu des ajustements relatifs à l'inflation, les industries de fabrication ont connu une croissance de 3,7 %, contre 3 % pour le secteur des services.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

La croissance du produit intérieur brut exprimée en dollars courants est estimée à 7,8 % en 1988 et elle est surtout attribuable aux bénéfices des sociétés et aux revenus de placements. À cause de l'augmentation des salaires, on

estime que les revenus personnels se sont accrus de 6,7 %, contre une moyenne de 7,1 % pour le Canada. Les revenus personnels par habitant au Nouveau-Brunswick en 1988 équivalaient à 76,4 % de la moyenne nationale.

Dans la colonne des dépenses des comptes économiques de la province, les dépenses personnelles pour des biens et services ont augmenté de 7,7 %. Compte tenu des rajustements attribuables à l'inflation, cette proportion représente une hausse nette de 4 %. Les dépenses courantes des deux paliers de gouvernement et des administrations municipales pour l'achat de biens et de services[1] ont augmenté de 6,8 % en 1988, contre 1,1 % en 1987.

La formation de capital brute s'est accrue de 12,6 % Nouveau-Brunswick en 1988 grâce à une hausse de 27,6 % des investissements non résidentiels des entreprises. Parmi les secteurs industriels signalant des hausses d'investissements, notons les secteurs des services publics, de l'habitation, du commerce, des finances et des services commerciaux, de la fabrication ainsi que des industries primaires et de la construction; les institutions et les ministères ont enregistré une baisse à ce chapitre.

---

1 Celles-ci comprennent les dépenses publiques pour les biens et services seulement, à l'exclusion des subventions et des paiements de transfert aux particuliers et aux autres instances de l'administration, des intérêts sur la dette publique et des dépenses d'immobilisation. Ces dépenses publiques proviennent à raison d'environ 58 % du gouvernement provincial, de 33 % du gouvernement fédéral et de 9 % des administrations locales.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Au cours des trois premiers trimestres de 1988, la valeur des exportations s'est accrue de 7,3 % et a atteint 2,4 milliards de dollars. Les livraisons vers les États-Unis, qui constituent les deux tiers des exportations, ont augmenté de 8,4 %. Parmi les autres partenaires commerciaux qui ont reçu des livraisons accrues du Nouveau-Brunswick, notons le Japon (0,6 %), le Royaume-Uni (8,7 %), l'Allemagne de l'Ouest (9,7 %) et la Belgique (25,6 %). Les exportations de certains produits ont enregistré des augmentations, notamment la pâte de bois (19,7 %), les produits du papier et du carton (8,9 %), le minerai et les concentrés minéraux (23,7 %).

PRIX

La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) de Saint-Jean s'est chiffrée en moyenne à 3,4 % en 1988; il s'agissait de la troisième année consécutive au cours de laquelle l'inflation touchant les biens de consommation a été inférieure à la moyenne nationale. L'augmentation des prix des aliments, qui atteignait 1,1 %, s'est révélée particulièrement faible; par ailleurs, le prix du transport a augmenté de 2,6 %, celui du logement, de 2,7 %, celui des services de santé et de soins personnels, de 4 %, celui des vêtements, de 4,5 % et celui des loisirs, de la lecture et de la formation, de 5,6 %.

Des augmentations considérables des taxes fédérales et provinciales ont provoqué une hausse de 10,3 % du prix du tabac et de l'alcool. En 1987, l'IPC de Saint-Jean avait enregistré une hausse de 3,2 %.

POPULATION ACTIVE

La population active du Nouveau-Brunswick a augmenté de 1,9 % en 1988, après un accroissement de 2 % en 1987. Le taux d'activité a atteint un sommet record de 58,8 %, contre 58,2 % en 1987. Huit milles nouveaux emplois ont été créés, portant le total à ce chapitre à 280 000, soit une augmentation de 2,9 % par rapport à 1987. Parmi les nouveaux emplois, 5 000 ont été occupés par des femmes, et 3 000 par des hommes. Dans le secteur industriel, les services ont fourni 3 000 nouveaux emplois, tandis que les domaines de la fabrication, de la construction ainsi que des transports, des communications et des autres services publics ont tous affiché une croissance de 2 000 emplois.

Le nombre de chômeurs dans la province a régressé de 3 000 pour s'établir à 38 000, soit le niveau le moins élevé depuis 1981. Le taux de chômage au Nouveau-Brunswick s'élevait à 12 % en 1988, contre 13,1 % en 1987 et 15,1 % en 1985, la

pire année à cet égard. Les taux de chômage des hommes et des femmes ainsi que ceux visant tous les groupes d'âges ont diminué. Malgré une amélioration, le chômage a continué de sévir chez les jeunes; le taux de chômage pour le groupe des 15 à 24 ans s'établissait à 19,2 %, en baisse par rapport au niveau de 20 % enregistré l'année précédente. À l'échelon régional, les taux de chômage ont diminué dans le nord-est, dans le sud-est, dans le sud-ouest et dans le centre, mais il ont connu une légère remontée de 0,1 % dans le nord-ouest. Le taux de chômage de la région métropolitaine de Saint-Jean est passé de 12,6 % en 1987, à 10,8 % l'année dernière.

Taux de chômage par région

Nouveau-Brunswick, de 1985 à 1988

	1985	1986	1987	1988
		(en pourcentage)		
Nord-est (comtés de Restigouche, de Gloucester et de Northumberland)	18,6	18,8	15,3	15,0
Sud-est (comtés de Kent, de Westmorland et d'Albert)	14,4	13,5	13,6	11,0
Sud-ouest (comtés de Kings, de Charlotte et de Saint-Jean)	14,9	14,1	12,4	11,3
Centre (comtés de Queens, de Sunbury et de York)	12,5	11,1	11,5	10,8
Nord-ouest (comtés de Carleton, de Victoria et de Madawaska)	14,8	12,5	11,7	11,8
Région métropolitaine de Saint-Jean	15,4	13,6	12,6	10,9
Nouveau-Brunswick	15,1	14,3	13,1	12,0

Sources : Recensement de la population active de Statistique Canada.

POPULATION

Statistique Canada estimait que la population du Nouveau-Brunswick se chiffrait à 714 400 personnes en juin 1988. La croissance de la population de la province s'est maintenue à 0,3 % pour une deuxième année consécutive, tandis que celle du Canada passait de 1,1 à 1,2 % en l'espace d'un an. Même si le nombre des naissances se chiffrait toujours à moins de 10 000, on notait un renversement de la tendance à la baisse à ce chapitre. Étant donné que la population de la province vieillit, le nombre de décès n'a cessé d'augmenter. L'âge moyen de la population est passé à 31,5 ans, tandis que celui du Canada s'établissait à 32,4 ans. La migration interprovinciale nette du Nouveau-Brunswick pour l'année de recensement 1987-1988 (du 1er juin au 31 mai) s'est améliorée, puisqu'elle se chiffrait à -2 276, contre -2 536 pour l'année précédente. Le nombre de personnes qui ont quitté le Nouveau-Brunswick ou qui sont venues s'y établir a continué d'augmenter, se chiffrant à 17 747, dans le premier cas, et à 15 471, dans le second.

Les moins de 25 ans constituaient moins de 40 % de la population, soit une diminution de 1,7 % par rapport à l'année précédente. Les citoyens de 25 à 44 ans composent maintenant 32 % de la population, mais la croissance de leur proportion s'est ralentie comparativement aux dernières années. Les groupes des personnes âgées de 45 à 64 ans et de plus de 65 ans ont atteint des proportions respectives de 17,7 et de 11,6 %. Au cours de la période de cinq ans se terminant en 1988, le nombre de citoyens du troisième âge s'est accru de 9 100, et il comprend maintenant 82 700 personnes.

PERSPECTIVES POUR 1989

Au cours de 1989, le ralentissement économique prévu dans le monde industrialisé freinera la croissance de l'économie du Nouveau-Brunswick. Le ralentissement des activités dans les industries tributaires des exportations dans la province aura des effets sur l'emploi, les revenus, les bénéfices des sociétés et les dépenses de consommation.

On estime que le produit intérieur brut réel du Nouveau-Brunswick, soutenu par la croissance dans les secteurs du commerce de détail et des mines ainsi que par des niveaux records de capitaux engagés, augmentera de 2,9 % en 1989. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les investissements progresseront de 14,2 %, les principaux projets dans les industries des pâtes et papiers et des services publics devant commencer à être mis en oeuvre.

On prévoit que le produit intérieur brut nominal augmentera de 7 % en 1989, surtout à cause des hausses des bénéfices des sociétés avant impôts ainsi que des intérêts et divers revenus de placements. Les revenus personnels devraient augmenter de 6,6 % au cours de l'année; on estime que les salaires et les paiements de transfert aux particuliers connaîtront des hausses respectives de 6,2 et de 6,6 %.

On prévoit que les dépenses personnelles augmenteront de 7,2 % en 1989, c'est-à-dire de 2,5 % après redressement tenant compte de l'inflation. L'indice des prix à la consommation de Saint-Jean est appelé à augmenter de 4,6 % en 1989. On prévoit une croissance de 5 % des dépenses publiques en biens et services au cours de l'année.

À la suite des améliorations considérables qu'a connues le marché du travail ces dernières années au Nouveau-Brunswick, on prévoit une croissance plus modeste de l'emploi en 1989. Le taux de chômage, qui est passé de 15,1 à 12 % entre 1985 et 1988, devrait se chiffrer à 11,6 % en 1989.

TAUX DE CROISSANCE DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES CLÉS

NOUVEAU-BRUNSWICK, DE 1985 À 1989

	1985	1986	1987	1988	1989[1]
Comptes économiques					
Produit intérieur brut (au coût des facteurs)	6,6	8,8	6,1	7,6	7,0
PIB (réel)	4,7	3,1	4,3	3,2	2,9
Dépenses personnelles	8,5	7,7	7,2	7,7	7,2
Dépenses publiques	7,4	2,2	1,1	6,8	5,0
Formation de capital	13,5	2,3	8,4	12,6	14,2
Revenus					
Revenus personnels	7,4	6,4	7,4	6,7	6,6
Revenus d'emploi	7,8	6,1	6,7	6,8	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	-1,1	7,5	11,8	18	7,0
Population et marché du travail					
Population totale[2]	0,3	0,1	0,3	0,3	0,3
Population, 15 ans et plus	1,0	0,6	0,8	0,7	0,7
Population active	3,4	2,0	2,0	1,9	1,5
Emploi	3,2	2,7	3,8	2,9	2,1
Taux de chômage (%)	15,1	14,3	13,1	12,0	11,6
Taux d'activité (%)	56,7	57,4	58,2	58,8	59,4
Autres					
IPC (Saint-Jean)	4,2	3,4	3,2	3,4	4,6
Commerce de détail	8,3	9,8	9,0	8,7	7,2

---

1 Projections

2 Au 1er juin

SECTEURS D'ACTIVITÉ

AGRICULTURE

Les recettes agricoles en espèces ont augmenté de 2,9 % pour atteindre 254,4 millions de dollars en 1988; la chute substantielle des revenus des récoltes a été compensée par les hausses enregistrées dans les secteurs de la production animale et des activités diverses. Les revenus réalisés nets des agriculteurs, en baisse de 5 %, se sont chiffrés à 57,3 millions de dollars en 1988; cette diminution est en grande partie attribuable à la hausse des coûts de la nourriture pour le bétail.

Les recettes totales des récoltes ont diminué de 4,8 % en 1988. Les recettes des pommes de terre ont augmenté de 4,1 %, la hausse des prix ayant compensé la diminution des ensemencements. La proportion des terres ensemencées a diminué de 7 % par rapport à 1987, ce qui a entraîné, de concert avec des conditions climatiques défavorables, une baisse d'environ 20 % du volume des récoltes. Les recettes des fruits ont diminué de 6,3 %, tandis que celles des légumes ont augmenté de 3,9 %.

Les recettes totales de la production animale et des produits de l'élevage se sont accrues de 2,4 %. Les recettes de la volaille, des produits laitiers et des oeufs ont augmenté respectivement de 10,1, 6 et 3,4 %. Les recettes des bovins ont été à la hausse dans une proportion de 12,7 %, alors que celles du porc ont diminué de 19 %. Les éleveurs de porc continuent de traverser une période de baisse des prix, situation qui est aggravée par l'augmentation du coût de la nourriture imputable à la sécheresse qui a sévi dans les provinces de l'Ouest.

L'accroissement des quotas touchant divers produits agricoles a eu une incidence heureuse sur l'industrie de la province en 1988. Ainsi, les quotas des producteurs de dindes ont été portés de 1,70 millions à 2,32 millions de kilogrammes de dindes éviscérées. Les quotas portant sur les poulets sont passés de 14,4 millions à 15 millions de kilogrammes. Les quotas provinciaux des producteurs de lait sont passés de 60 millions à 60,9 millions de litres.

En vue de coordonner les diverses activités de l'industrie néo-brunswickoise de la pomme de terre, le ministre de l'Agriculture a annoncé la mise sur pied d'un nouveau conseil de mise en marché et de développement. Le Conseil de mise en marché et de développement de la pomme de terre, constitué de représentants des agriculteurs, des distributeurs, du secteur de la transformation et du ministère de l'Agriculture, jouera un rôle de conseiller auprès des organismes de l'industrie et du gouvernement sur les questions et les politiques relatives à l'exploitation de la pomme de terre.

Le 14 février 1989, le ministre de l'Agriculture a signé les Accords nationaux tripartites sur la stabilisation des prix du porc, de l'agneau, des bovins et du boeuf d'abattage. Il s'agit de programmes à participation volontaire permettant pour la première fois aux producteurs de boeuf et d'agneau de tirer profit des mesures destinées à stabiliser les recettes du marché. Le gouvernement entend prendre des mesures précises en vue d'aider les producteurs de porc à effectuer la transition entre l'ancien programme provincial et les nouvelles dispositions.

En 1989, on s'attend à un léger déclin de l'industrie de l'agriculture par rapport à 1988. Les recettes totales en espèces devraient s'accroître de 1,1 %, mais on estime que les coûts d'exploitation et les charges d'amortissement augmenteront quelque peu, entraînant ainsi une baisse de 6,5 % des revenus réalisés nets. On prévoit que les recettes des récoltes augmenteront de 3,7 % et que celles de l'élevage du bétail croîtront de 2,9 %.

PÊCHES

L'industrie des pêches du Nouveau-Brunswick a connu des résultats mitigés en 1988; le maintien de la forte demande et des prix élevés dans le domaine des crustacés a compensé la diminution des débarquements et des prix des poissons de fond. Selon les données préliminaires, les débarquements de crabe du golfe du Saint-Laurent ont légèrement diminué pour ce qui est du volume, mais leur valeur est passée d'environ 24 millions de dollars en 1987, à 30,1 millions de dollars en 1988, ce qui représente une augmentation de 25,4 %. Les débarquements de homard se sont révélés faibles dans la région du Sud, mais le prix de cette denrée s'est raffermi considérablement. Toutefois, la valeur et le volume des débarquements de hareng et de morue ont diminué.

Le secteur de l'aquaculture a pris de l'ampleur dans la baie de Fundy au cours des dernières années. On a estimé la valeur de la production de salmonidés des 36 installations d'élevage agréées à 40 millions de dollars en 1988; celle-ci est censée atteindre 100 millions de dollars en 1991. La pénurie de tacons de saumon provenant des alevinières a entraîné certaines difficultés. L'adoption d'une loi par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick en vue de réglementer le développement de

l'industrie a permis la levée de l'interdiction visant les nouvelles exploitations, laquelle était en vigueur depuis deux ans. On s'attend à ce que le ministère des Pêches et de l'Aquaculture utilise comme barème la production des alevinières en vue de réglementer l'émission de nouveaux permis d'exploitation.

On s'attend à ce que la demande pour le poisson et ses sous-produits continue d'être forte en 1989. Certains secteurs de l'industrie des crustacés connaissent toujours des difficultés. La baisse des stocks du poisson de fond dans la région du Golfe a poussé les représentants de l'industrie à exiger l'accès à de plus grands stocks dans la zone canadienne de pêche de 200 milles.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

La demande de produits de la forêt au Nouveau-Brunswick, en particulier en ce qui concerne les pâtes et papiers et les papiers glacés, a continué de progresser en 1988. La valeur des livraisons de pâtes et papiers a augmenté de 10,5 % en 1988. La croissance de l'industrie a été soutenue par la nouvelle usine de papier glacé bâtie au coût de 225 millions de dollars à Newcastle, laquelle a été mise en service au cours de la seconde moitié de 1986 et a graduellement augmenté sa production depuis lors. La production de billes à pâte de bois a augmenté de 10,7% en 1988 par rapport à l'année précédente.

Les prix sur le marché de la pâte ont augmenté graduellement depuis deux ans et demi; ils atteignaient 760 $ la tonne métrique en octobre 1988. Ce chiffre représente une hausse de 78,8 % par rapport au prix de 425 $ atteint pendant le second trimestre de 1986. On a annoncé une nouvelle hausse de 40 $ qui entrera en vigueur au cours du premier trimestre de 1989. Par ailleurs, le prix du papier journal a augmenté peu à peu depuis septembre 1986; il se chiffrait alors à 500 $US la tonne, contre 650 $US en novembre 1988. On a annoncé une hausse de 30 $ la tonne pour le début de 1989.

On prévoit que la demande mondiale pour la pâte et le papier journal fléchira graduellement entre 1989 et 1991; par contre, la demande pour le papier glacé devrait se maintenir. La croissance de la publicité des commerçants de détail, qui est l'un des indicateurs clés des perspectives de l'industrie du papier journal, s'est quelque peu repliée au cours de la seconde moitié de 1988 et l'on prévoit une poursuite du ralentissement dans ce domaine. En outre, la mise en oeuvre de nouvelles installations de production de papier journal au cours de la période allant de 1989 à 1991 devrait réduire davantage le rendement de l'industrie.

L'industrie forestière du Nouveau-Brunswick s'est diversifiée en vue de compenser le ralentissement de la demande pour certains de ses produits. À la fin de 1988, la Consolidated-Bathurst a mis en oeuvre une nouvelle machine à onduler le carton qui a fait passer sa capacité annuelle de

105 000 à 150 000 tonnes. La compagnie Irving Tissue a entrepris d'agrandir son usine de Saint-Jean de sorte à accroître sa production de 15 000 à 75 000 tonnes métriques. On prévoit que les travaux de construction seront terminés vers le milieu de 1989 et que l'usine contribuera à alimenter une installation de transformation de papiers-mouchoirs qui sera construite au coût de 11,1 millions de dollars à Moncton. Cette usine de transformation produira des papiers-mouchoirs finis et emballés qui seront destinés au marché de l'est du Canada.

La compagnie Repap Enterprises est en train d'installer une deuxième machine à papier glacé pouvant produire 260 000 tonnes métriques par année à son usine de pâtes et papiers de Newcastle. On prévoit que les essais de la nouvelle machine, d'une valeur de 370 millions de dollars, débuteront au cours du quatrième trimestre de 1989. Son installation nécessitera l'embauchage de près de 1 200 travailleurs, et elle permettra la création de 200 emplois permanents. En outre, la compagnie investit une somme de 106 millions de dollars dans la rénovation de l'usine de pâte à papier kraft.

Repap termine aussi la construction d'une mini-usine expérimentale pour la production de pâte à Newcastle; cette installation, construite au coût de 65 millions de dollars, permettra de mettre à l'essai un procédé de production de la pâte à l'aide d'alcool éthylique. Elle emploiera entre 60 et 70 travailleurs lorsqu'elle sera en état de fonctionnement.

Dans l'industrie du bois d'oeuvre, la production du bois de sciage a diminué de 0,6 % durant les onze premiers mois de 1988, et le maintien des activités de rénovation résidentielle au Canada et aux États-Unis a grandement compensé le ralentissement des mises en chantier domiciliaires.

L'industrie des produits du bois a accru ses capacités grâce à la mise en oeuvre de l'usine de contreplaqué et de plaquage construite au coût de 6,4 millions de dollars à McAdam. On prévoit que l'usine emploiera 150 travailleurs lorsqu'elle fonctionnera à plein rendement. En outre, Harkema Industries prévoit investir 28 millions de dollars en vue d'ouvrir une usine de fabrication de panneaux d'aggloméré à Grand-Sault. La construction de ces installations doit commencer en avril, et l'ouverture de l'usine est prévue pour la fin de l'année. Celle- ci devrait permettre la création de 93 emplois.

On prévoit une croissance ralentie pour l'industrie du bois en 1989 en raison de la diminution des mises en chantier au Canada et dans le nord-est des États-Unis qui reçoit 79 pour cent des exportations de bois d'oeuvre de la province.

FABRICATION

La majorité des industries de fabrication de la province ont connu une bonne année en 1988. Elles ont fourni en moyenne 39 000 emplois, soit une augmentation de 2 000 postes (5,4 pour cent) par rapport à l'année précédente.

Au cours de 1988, la valeur des livraisons du secteur de la fabrication a diminué de 4,4 % par rapport à l'année précédente. Les industries suivantes, par contre, ont enregistré des augmentations : les produits du bois (8,4 %), les métaux oeuvrés (12,9 %) ainsi que les pâtes et papiers (10,5 %).

Les livraisons des industries classées dans la catégorie "divers", qui comptaient pour 35 % des livraisons totales en 1988, ont chuté de 18,9 %. Ce groupe se compose de diverses industries dont les statistiques individuelles sont confidentielles[1]. Il comprend quelques grands producteurs comme la raffinerie Irving Oil, le chantier naval de Saint-Jean et la fonderie de plomb de la Brunswick Mining and Smelting.

---

1 Ce groupe comprend les industries suivantes : les boissons, les produits du tabac, le caoutchouc, les plastiques, le cuir, le textile, le vêtement, les métaux primaires, l'impression et l'édition, les minéraux non métalliques, l'équipement, le matériel de transport, les produits électriques, le pétrole et le charbon, les produits chimiques et diverses autres industries.

Parmi les notes positives dans l'industrie de l'alimentation, notons la réouverture de l'usine de transformation du thon à Bayside ainsi que la croissance de la demande pour les produits du poisson aux États-Unis. En outre, Lantic Sugar Ltd. a entrepris, au coût de 14,1 millions de dollars, la modernisation de sa raffinerie de Saint-Jean. La compagnie Ganong Bros. Ltd. prévoit investir 12 millions de dollars en vue d'agrandir et de moderniser ses installations de St. Stephen.

L'industrie du matériel de transport tire profit du programme de construction des frégates de patrouille. En 1988, le chantier naval a employé jusqu'à 3 000 travailleurs par suite d'une relance des activités dans le cadre du contrat initial de construction des frégates obtenu par la Saint John Shipbuilding Ltd. en 1983. La compagnie a obtenu un contrat de 2,7 milliards de dollars en 1987 pour la construction de six autres frégates à Saint-Jean. La deuxième série de frégates doit être construite au cours de la période s'échelonnant de 1989 à 1995.

L'industrie des produits miniers non métalliques bénéficiera d'une capacité accrue grâce à la construction d'une usine de panneaux de placoplâtre de 40 millions de dollars à McAdam. On prévoit que l'usine sera mise en service en décembre 1989 et qu'elle emploiera 90 travailleurs. Le gypse utilisé par l'usine proviendra de la région de Hillsborough.

Un investissement de 6 millions de dollars dans l'industrie des produits chimiques permettra à Apocan Inc. de produire du trioxyde d'antimoine à Morrison's Cove, sur la Miramichi, ce qui entraînera la création de 25 emplois. La compagnie Thomas Equipment Ltd, prévoit investir 4,4 millions de dollars en vue d'intensifier sa production de chargeurs à benne. Ce projet permettra à la compagnie de créer 115 emplois. Ampal Pallets Inc. a annoncé la construction d'une usine de fabrication de palettes d'acier de 14,6 millions de dollars à Saint-Jean, ce qui fournira de l'emploi à quelque 140 travailleurs. La compagnie Moore-Clarke construira une usine d'aliments pour poissons de 8,2 millions de dollars près de Saint Andrews. Cette usine produira des aliments à haute teneur énergétique pour le saumon de l'Atlantique et la truite. Cette nouvelle usine créera 34 emplois à plein temps.

MINES

La vigueur de la demande et des prix des métaux sur les marchés mondiaux a permis à l'industrie des mines du Nouveau-Brunswick de se diversifier davantage et d'annoncer l'ouverture de plusieurs nouvelles mines et la remise en valeur d'autres installations. En 1988, la valeur totale de la production minérale a atteint, estime-t-on, un niveau record de 831,1 millions de dollars, soit une hausse de 33,6 % par rapport à 1987, année où elle s'est chiffrée à 622,2 millions de dollars. La valeur de la production des minéraux métalliques, laquelle représentait près de 66 % de la valeur totale, a progressé de 39,3 % pour s'établir à 546 millions de dollars.

La valeur et les volumes de zinc et de cuivre produits ont connu une forte hausse, tandis que la production de plomb s'est accrue légèrement. La production des minéraux non métalliques a augmenté de 34,5 %, et représentait 24,7 % de la valeur totale de la production. La production de carburants (1,7 %) et de matériaux de résistance (3,4 %) a connu aussi une hausse.

La production de concentré de métaux à la mine de métaux communs de la société Brunswick Mining and Smelting Ltd. a augmenté de 3,4 % au cours des dix premiers mois de 1988. La East West Caribou Mining Company a commencé ses activités à sa mine de plomb et de zinc située près de Bathurst à la fin de 1988. Lorsque l'installation fonctionnera à plein régime, on prévoit qu'elle emploiera 175 travailleurs; la mine devrait contenir des réserves de minerai exploitables de 10 à 20 ans. La compagnie Lac Minerals a poursuivi son programme de prospection d'étain à la mine de tungstène-molybdène de Mount Pleasant, qui est fermée. La mine Dominion Explorers a maintenu sa production d'antimoine en 1988. La société Gordex Minerals Ltd. a annoncé l'agrandissement au coût de 2,2 millions de dollars de ses installations de lixiviation, la seule mine d'or du genre au Canada. On a aussi entrepris la mise en valeur de plusieurs tourbières dans la région du nord-est de la province; le nombre de producteurs de tourbe atteint maintenant la vingtaine. Les livraisons de charbon de la mine de Minto de la New Brunswick Coal Ltd. ont augmenté de 2 % au cours des dix premiers mois de 1988.

La production de potasse s'est maintenue dans les deux mines du comté de Kings. Les fortes hausses de prix du début de 1988 sont attribuables au règlement des droits de dumping aux États-Unis et non à la reprise de la demande. Les marchés ne sont pas vigoureux à l'heure actuelle à cause de la concurrence

accrue de la part des nouveaux producteurs d'URSS, d'Israël et de Jordanie ainsi que des mauvaises conditions atmosphériques qui ont sévi dans les grands pays agricoles. Les analystes de l'industrie prévoient une surproduction de potasse jusqu'au milieu des années 1990, à tout le moins.

En raison de la diversification de la production de minéraux, les perspectives de l'industrie minière du Nouveau-Brunswick sont encourageantes. La mine de métaux communs Heath Steele, qui est fermée depuis 1983, doit reprendre ses activités en juillet 1989; elle fournira de l'emploi à 210 mineurs. On prévoit que les réserves dureront 5 ans et on effectue d'autres travaux d'exploration afin de tenter de prolonger la durée d'exploitation de la mine. Novagold extraiera de l'or et de l'argent d'une installation à ciel ouvert située près de Murray Brook. Novagold devrait commencer à exploiter la mine au cours du printemps 1989; celle-ci contient des réserves de minerai exploitables pendant six ans et elle donnera de l'emploi à 30 travailleurs. Le prix du zinc est actuellement élevé, et l'on prévoit que la production satisfera en grande partie la demande au cours des quelques prochaines années, étant donné l'accroissement de l'utilisation de l'acier galvanisé dans les automobiles et les avions. La demande pour le plomb continue de dépasser l'offre, mais elle fléchit au fur et à mesure que l'essence au plomb est retirée du marché. Près des deux tiers du plomb produit sont maintenant utilisés dans les batteries; le maintien de la vigueur des ventes d'automobiles est donc essentiel à la croissance de ce secteur. L'agrandissement prévu de la fonderie de zinc de Valleyfield, au Québec, pourrait entraîner la construction d'une usine de prétraitement de 75 millions de dollars dans le nord du Nouveau-Brunswick. Une étude de faisabilité à ce sujet devrait être bientôt terminée.

CONSTRUCTION

Le secteur de la construction a été dynamique en 1988 au Nouveau-Brunswick; en effet, tous les domaines d'activité, exception faite des institutions et des ministères, ont fait part de leur intention d'accroître leurs investissements. Selon l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics, les investissements de capitaux ont augmenté de 12,6 % par rapport à 1987, pour atteindre un niveau record de 2 422,8 millions de dollars. Les dépenses de réparation des installations existantes ont augmenté de 3 % pour s'établir à 773,6 millions de dollars. Les investissements de capitaux et les dépenses de réparation se sont accrus de 10,1 %, pour atteindre 3 196,4 millions de dollars.

La valeur des travaux de construction exécutés ont augmenté de 5,2 %, pour s'établir à 1 757,6 millions de dollars, tandis que les investissements dans les machines et le matériel ont progressé de 16,8 %, pour se chiffrer à 1 438,8 millions de dollars.

Le nombre de mises en chantier a légèrement diminué en 1988. On en a enregistré environ 3 621, soit 95 de moins qu'en 1987. La valeur des permis de construction résidentielle émis par les municipalités au cours des onze premiers mois de l'année a augmenté de 2,4 %, et celle des permis de construction non résidentielle a chuté de 16,1 %. Dans l'ensemble, la valeur des permis de construction a diminué de 7,5 % par rapport à 1987. L'industrie de la construction du Nouveau-Brunswick a employé en moyenne 17 000 travailleurs en 1988, soit une hausse de 2 000 personnes comparativement à 1987.

En 1989, on prévoit que les investissements de capitaux augmenteront de 14,2 % par rapport à 1988, qui a été une année record. Tandis que le plus grand projet de la province, l'usine de papier glacé de la compagnie Repap, est presque terminé, les travaux qu'a commencés cette année Énergie Nouveau-Brunswick à la centrale thermique permettront aux investissements de se maintenir à la hausse. On s'attend à ce que les investissements non résidentiels des entreprises progressent de 25,7 %; tandis que les dépenses relatives aux mises en chantier et aux rénovations connaîtront une hausse de 4,1 %. On estime que les placements effectués par les établissements et les ministères régresseront légèrement. La revue des secteurs de l'industrie forestière, des mines, de la fabrication et des services donne des détails sur bon nombre de grands projets à l'étude ou en cours dans la province.

SERVICES

Le nombre d'emplois dans l'industrie des services, qui fournissait environ 72 % de tous les emplois au Nouveau-Brunswick en 1988, a augmenté de 4 000 pour atteindre 203 000. Il s'agit d'une augmentation de 2 % alors qu'en 1987, on enregistrait un accroissement de 4,2 %. Les salaires ont connu une hausse de 5,3 % au cours des onze premiers mois de 1988, comparativement à 10 % dans le secteur de la production.

Transports, communications et autres services publics

En moyenne, le nombre d'emplois dans ce secteur, qui fournissait 12,3 % de tous les emplois dans l'industrie des services, s'est chiffré à 25 000 en 1988, soit 2 000 de plus qu'en 1987. Les salaires ont augmenté de 2 % au cours des onze premiers mois de 1988.

Le volume des marchandises manutentionnées au port de Saint-Jean en 1988 a augmenté de 14 %. Les livraisons de produits pétroliers (14 %) et forestiers (17 %) ont enregistré des hausses considérables, et les embarquements de potasse se sont accrus de 25 %, atteignant 1,6 million de tonnes.

En ce qui concerne les communications, le nombre de téléphones en service au Nouveau-Brunswick a augmenté de 3,7 % en 1988, tandis que le nombre d'appels interurbains effectués à partir de la province s'est accru de 12,7 %. NBTel entreprend un programme quinquennal de 44 millions de dollars visant à améliorer le service grâce à l'utilisation de câbles en fibres optiques.

Les ventes d'électricité à l'intérieur de la province ont augmenté d'environ 5 % au cours des neuf premiers mois de l'année financière 1988-1989. L'augmentation des ventes d'énergie au secteur industriel s'est chiffrée à 3 %, et le secteur résidentiel a consommé 11 % de plus d'énergie à la suite de l'ajout de nouveaux abonnés et des conversions au chauffage électrique.

Les principaux ateliers du CN à Moncton ont fermé leurs portes le 30 septembre 1988. Au début de 1986, les ateliers employaient 1 022 travailleurs.

Commerce de détail et de gros

Le secteur du commerce a employé 53 000 travailleurs, soit le même nombre que l'année dernière, ce qui représente 26,1 pour cent des emplois dans le domaine des services. La rémunération de ces travailleurs s'est accrue de 8,6 % au cours des onze premiers mois de 1988. Reflet de la croissance continue des revenus personnels, la valeur totale des ventes au détail a augmenté de 8,7 % en 1988.

En ce qui concerne les ventes au détail, la croissance la plus forte au cours de 1988 a été enregistrée par les garagistes, les vendeurs d'appareils ménagers et les vendeurs de voitures usagées (48,4, 30 et 24,9 % respectivement). Le groupe le plus important de ce secteur, les vendeurs de voitures, a enregistré une augmentation de 11 % des recettes et représentait 33,4 % de toutes les ventes.

Finances, assurances et immobilier

Le nombre d'emplois dans ce secteur, qui comptait pour 5,9 % de tous les emplois dans l'industrie des services, s'est établi à 12 000 en 1988. Au cours des onze premiers mois de 1988, la rémunération s'est accrue de 5,6 %.

Services socio-culturels, commerciaux et personnels

Ce secteur comprend des activités non commerciales comme les soins de santé, le bien-être social et l'enseignement; il englobe aussi différentes activités commerciales telles que les services aux entreprises, les services personnels, les divertissements, les installations de loisirs ainsi que les établissements d'hébergement et de restauration. Le nombre d'emplois dans ce secteur, qui a augmenté de 3 000 en 1988, a constitué 45,8 % de tous les emplois dans l'industrie des services de la province. Les recettes des restaurateurs, des traiteurs et des taverniers se sont accrues de 6,2 % en 1988.

Plusieurs projets d'investissement sont actuellement en cours dans les services non commerciaux, notamment la construction de nouveaux hôpitaux à Campbellton (83 millions de dollars), à Edmundston (75 millions de dollars) et à Tracadie

(30 millions de dollars), sans compter les travaux d'agrandissement de l'hôpital de Moncton (136 millions de dollars) et la rénovation de l'hôpital Dr G.L. Dumont (42 millions de dollars), également situé à Moncton.

La diversification du secteur des services aux entreprises s'est poursuivie en 1988; ainsi, on a assisté au lancement de Lexi-tech Inc., une compagnie de traduction informatisée de Moncton. On prévoit que le nombre d'employés de Lexi-tech passera de 41 à 150 quand la société aura reçu un contrat fédéral d'une valeur de 21,9 millions de dollars en vue de traduire la documentation relative au programme de construction des frégates de patrouille du Canada.

Tourisme

On estime que le nombre de touristes étrangers qui sont entrés au Nouveau-Brunswick en voiture ou autrement s'est accru de 10 % en 1988 par rapport aux données de 1987. Les demandes de renseignements adressées à la ligne téléphonique sans frais ont augmenté de 15,2 % par rapport à l'année précédente; on estime que les réservations de chambres d'hôtel et de motel ont atteint le chiffre de 1,6 millions, soit une augmentation de 2,2 % comparativement à 1987. Les autres indicateurs permettent de croire que, dans l'ensemble, les activités touristiques en 1988 n'ont pas beaucoup progressé par rapport à l'année précédente.

CONCLUSION

En 1988, la province a connu une année relativement bonne sur le plan économique, alors que la production s'est accrue dans les secteurs des pâtes et papiers, des mines, du commerce de détail et de la construction. La forte croissance du taux d'emploi s'est poursuivie, faisant ainsi baisser le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 1981. L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation de Saint-Jean, est demeurée au-dessous du taux d'augmentation au Canada pour la troisième année consécutive.

En 1989, le ralentissement de la croissance économique dans le monde industrialisé entraînera un ralentissement de la croissance des industries axées sur l'exportation, particulièrement les industries forestières et manufacturière. La production de l'agriculture et des pêches restera à peu près au même niveau qu'en 1988, tandis que l'on s'attend à ce que les investissements de capitaux augmentent considérablement. On estime que les prix et la demande de la plupart des produits de l'industrie minière demeureront fermes. La croissance du taux d'emploi sera plus lente qu'en 1988, mais on s'attend à ce que le taux de chômage continue à baisser. On prévoit enfin que la hausse de l'indice des prix à la consommation sera plus élevée qu'en 1988.

Série annuelle

Tableau		Page
1	POPULATION	50
2	POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES	50
3	STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL	51
4	REVENU PERSONNEL PAR HABITANT	52
5	COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL	52
6	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS, NOUVEAU-BRUNSWICK ET CANADA	53
7	REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL	54
8	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	55
9	DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE	56
10	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE	57
11	PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981	58
12	INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS	59
13	RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ	60
14	STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE	61
15	EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET SELON LA PROFESSION	62
16	EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	63
17	COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS	63
18	RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES	64
19	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE	65
20	ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE	65
21	STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE	66
22	VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)	67

Tableau		Page
23	PRODUCTION MINÉRALE-QUANTITÉ	68
24	STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE	68
25	PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR	69
26	STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	70
27	LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES	71
28	LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS	72
29	TRAVAUX DE CONSTRUCTION	72
30	VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION	73
31	COMMERCE DE DÉTAIL	74
32	COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE	75
33	INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION	76
34	RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION	77
35	NOMBRE DE VÉHICULES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS	78
36	DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE	79
37	EXPORTATIONS	80
38	EXPORTATIONS DE MARCHANDISES	81

Tableau 1 - POPULATION

Année	Nouveau-Brunswick	Pourcentage de variation	Canada	Pourcentage de variation	N.-B. en % du Canada
1961	597 936		18 238 247		3,3
1966	616 788	3,2	20 140 880	9,7	3,1
1971	634 557	2,9	21 568 311	7,1	2,9
1976	677 250	1,8	22 992 600	1,3	2,9
1981	696 400	0,1	24 341 700	1,2	2,9
1982	696 600	0,0	24 583 100	1,0	2,8
1983	703 200	0,9	24 787 200	0,8	2,8
1984	707 900	0,7	24 978 200	0,8	2,8
1985	709 900	0,3	25 165 400	0,7	2,8
1986	710 400	0,1	25 353 100	0,7	2,8
1987p	712 300	0,3	25 625 100	1,1	2,8
1988p	714 400	0,3	25 923 300	1,2	2,8

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-201.

Tableau 2 - POPULATION SELON LE GROUPE D'ÂGES

(en milliers)

Année	0-14	15-24	25-34	35-64	65 et plus
1961	227,2	90,9	67,5	165,4	46,9
1966	222,1	107,9	65,2	171,3	50,3
1971	203,1	126,3	73,9	176,5	54,7
1976	193,1	137,6	99,8	185,7	61,1
1981	173,6	136,6	116,4	199,2	70,6
1982	170,6	133,3	116,7	203,9	72,2
1983	169,3	132,1	118,7	209,4	73,7
1984	167,6	130,2	120,1	214,6	75,3
1985	165,2	127,4	121,3	219,0	77,1
1986	161,9	124,6	122,2	222,9	78,8
1987p	159,2	122,4	122,8	227,1	80,9
1988p	157,1	119,5	123,1	231,9	82,7

Sources: Recensement de Statistique Canada et Statistique Canada 91-202.

Tableau 3 - STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL

Année se terminant le 31 mai	Naissances vivantes	Décès	Accroissement naturel	Accroissement absolu	Migration nette[1]
1973	11 636	4 959	6 677	7 000	+300
1974	11 258	5 130	6 128	6 500	+400
1975	11 735	5 235	6 500	11 600	+5 100
1976	11 800	5 216	6 584	12 000	+5 400
1977	11 753	5 140	6 613	6 900	+300
1978	11 119	5 210	5 909	4 000	-1 900
1979	10 784	5 086	5 698	3 800	-1 900
1980	10 782	5 284	5 498	3 500	-2 000
1981	10 633	5 178	5 455	1 000	-4 500
1982	10 373	5 109	5 264	200	-5 100
1983	10 582	5 339	5 243	6 600	+1 400
1984	10 406	5 172	5 234	4 700	-500
1985	10 268	5 298	4 970	2 000	-3 000
1986	10 080	5 382	4 698	500	-4 200
1987*	9 653	5 335	4 318	1 900	-2 400
1988*	9 900	5 500	4 400	2 100	-2 300

[1]Migration nette = Accroissement absolu - Accroissement naturel.

Sources: Statistique Canada 11-003 et 84-202.

Tableau 4 - REVENU PERSONNEL PAR HABITANT
(dollars)

Année	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Ecosse	Ontario	Canada	% par rapport à l'Ontario	% par rapport au Canada
1973	3 270	3 521	5 173	4 529	63,2	72,2
1974	3 909	4 158	5 961	5 311	65,6	73,6
1975	4 525	4 746	6 751	6 106	67,0	74,1
1976	5 112	5 279	7 569	6 877	67,5	74,3
1977	5 539	5 850	8 212	7 513	67,5	73,7
1978	6 088	6 542	8 985	8 299	67,8	73,4
1979	6 692	7 214	9 952	9 242	67,2	72,4
1980	7 390	7 857	11 017	10 352	67,1	71,4
1981	8 512	9 000	12 758	12 046	66,7	70,7
1982	9 634	10 212	14 070	13 214	68,5	72,9
1983	10 326	10 977	14 997	13 840	68,9	74,6
1984	11 277	11 935	16 423	14 903	68,7	75,7
1985	12 075	12 831	17 623	15 987	68,5	75,5
1986	12 838	13 682	18 792	16 927	68,3	75,8
1987	13 750	14 681	20 188	18 079	68,1	76,1
1988*	14 633	15 572	21 315	19 147	68,7	76,4

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 5 - COMPOSANTES DU REVENU PERSONNEL
(millions de dollars)

Année	Rémunération des salariés	Revenu des exploitants agricoles	Revenu des entreprises individuelles	Revenu de placements	Transferts	Total[1]
1973	1 348	38	146	141	372	2 116
1974	1 625	51	151	174	478	2 555
1975	1 951	21	167	192	593	3 010
1976	2 244	36	184	224	680	3 462
1977	2 417	27	199	249	799	3 789
1978	2 623	40	227	326	868	4 189
1979	2 930	44	252	399	888	4 630
1980	3 227	34	261	467	1 015	5 139
1981	3 647	61	273	640	1 161	5 928
1982	3 962	45	350	763	1 403	6 711
1983	4 223	35	453	728	1 587	7 261
1984	4 578	58	509	876	1 762	7 983
1985	4 936	64	566	924	1 888	8 572
1986	5 237	42	634	984	2 016	9 120
1987	5 590	81	678	1 075	2 151	9 794
1988*	5 973	79	726	1 156	2 291	10 454

[1]Les chiffres ne concordent pas avec le total.
Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 6 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

Nouveau-Brunswick et Canada

Année	PIB N.-B.	PIB Canada	PIB par habitant N.-B.	PIB par habitant Canada	N.-B. en % du Canada
	(millions de dollars)		($)	($)	
1963	797	41 860	1 309	2 211	59,2
1964	897	45 619	1 468	2 365	62,1
1965	982	49 948	1 597	2 543	62,8
1966	1 093	55 990	1 772	2 797	63,4
1967	1 160	59 982	1 871	2 943	63,6
1968	1 249	65 488	1 998	3 164	63,1
1969	1 371	72 381	2 183	3 447	63,3
1970	1 482	77 259	2 364	3 628	65,2
1971	1 620	84 370	2 553	3 912	65,3
1972	1 832	94 774	2 862	4 347	65,8
1973	2 179	111 956	3 367	5 079	66,3
1974	2 664	134 725	4 076	6 024	67,7
1975	3 032	154 217	4 558	6 795	67,1
1976	3 457	176 924	5 105	7 695	66,3
1977	3 691	193 425	5 395	8 311	64,9
1978	4 086	216 680	5 938	9 214	64,4
1979	5 108	249 497	7 383	10 506	70,3
1980	5 254	282 408	7 555	11 746	64,3
1981	5 853	319 190	8 405	13 113	64,1
1982	6 223	334 990	8 933	13 627	65,6
1983	6 760	363 127	9 613	14 650	65,6
1984	7 555	400,940	10 672	16 052	66,5
1985	8 057	430 705	11 349	17 115	66,3
1986	8 764	452 278	12 337	17 839	69,2
1987	9 296	491 386	13 051	19 176	68,1
1988*	9 999	533 657	13 996	20 586	68,0

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 7 - REVENU PROVINCIAL ET PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL
(millions de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
Rémunération des salariés	4 223	4 710	5 072	5 390	5 756	5 973
Solde et indemnités militaires	124	132	136	153	166	177
Bénéfices des corporations avant impôts	339	469	464	499	558	658
Intérêts et revenus divers de placements	602	765	733	892	924	995
Revenu net comptable des exploitants agricoles au titre de la production agricole	35	58	64	42	81	79
Revenu net des entreprises non agricoles non constituées en corporation, loyers compris	453	509	566	634	678	725
Ajustment de la valeur des stocks	-57	-76	-41	21	-76	-70
REVENU PROVINCIAL NET AU COÛT DES FACTEURS	5 719	6 435	6 858	7 478	7 921	8 537
Impôts indirects	955	1 072	1 127	1 248	1 452	1 568
Moins:						
Subventions	-222	-252	-196	-144	-160	-165
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	1 041	1 120	1 199	1 286	1 375	1 462
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	7 493	8 375	8 988	9 868	10 588	11 402

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 8 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS

(millions de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AUX PRIX DU MARCHÉ	7 493	8 375	8 988	9 868	10 588	11 402
Subventions	222	252	196	144	160	165
Impôts indirects	-955	-1 072	-1 127	-1 248	-1 452	-1 568
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PROVINCIAL AU COÛT DES FACTEURS	6 760	7 555	8 057	8 764	9 296	9 999

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 9 - DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE

(millions de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988*
Dépenses des consommateurs en biens et services	5 420	5 947	6 454	6 950	7 454	8 028
Biens	3 197	3 524	3 827	4 075	4 346	4 672
Services	2 223	2 423	2 627	2 875	3 108	3 356
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2 277	2 431	2 610	2 668	2 698	2 881
Formation brute de capital fixe	1 661	1 786	2 027	2 074	2 249	2 592
Administrations publiques	338	385	387	397	479	430
Construction résidentielle	2	0	0	0	0	0
Construction non résidentielle	287	331	351	356	420	365
Machines et matériel	49	54	36	41	59	65
Entreprises	1 323	1 401	1 640	1 677	1 770	2 162
Construction résidentielle	483	480	577	699	765	854
Construction non résidentielle	316	338	344	328	316	432
Machines et matériel	524	583	719	650	689	876
Valeur de la variation matérielle des stocks	-104	17	152	-261	43	..[1]
Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle	-1 760	-1 806	-2 254	-1 562	-1 855	-2 099
DÉPENSE PROVINCIALE BRUTE AUX PRIX DU MARCHÉ	7 493	8 375	8 988	9 868	10 588	11 402

[1]Inclus dans "Exportations nettes plus erreur d'estimation résiduelle".

Source: Statistique Canada 13-213.

Tableau 10 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE
(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	86,5	82,1	123,1	108,8	96,2	124,4
Exploitation forestière	102,0	111,5	128,6	90,1	138,8	200,8
Ind. de le pêche et du piégeage	39,6	34,2	34,2	42,9	50,6	46,5
Mines	206,4	96,2	125,9	124,5	94,2	191,4
Industries manufacturières	770,5	894,7	848,3	800,6	896,1	982,8
Ind. de la construction	461,1	429,1	489,4	541,6	546,5	573,9
Énergie électrique, gaz et autres services publics	179,6	201,2	222,8	226,7	400,2	430,4
Ind. des services d'enseignement	1,9	2,3	3,6	2,2	2,0	2,2
Ind. des services de soins de santé	65,0	77,7	92,1	110,6	130,6	138,8
Hébergement et restauration	115,0	129,3	140,6	148,9	157,1	169,6
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	15,2	14,7	18,1	21,5	20,5	20,3
Industrie de la distribution d'eau	9,4	10,3	11,1	12,4	12,5	12,2
Services des admin. provinciales	160,7	182,3	212,5	247,4	272,2	297,2
Services des admin. locales	63,7	71,5	81,8	92,0	101,1	106,3
Ind. des services d'enseignement	332,8	376,8	418,3	466,9	516,1	545,4
Serv. de soins de santé et sociaux	200,6	243,0	284,3	365,4	407,0	438,2
Industries productrices de biens	1 855,1	1 859,3	1 983,4	1 947,6	2 235,1	2 562,4
Industries productrices de services	3 252,9	3 394,7	3 869,6	4 275,4	4 524,9	4 998,6
Produit intérieur brut au coût des facteurs	5 108,0	5 254,0	5 853,0	6 223,0	6 760,0	7 561,0

Sources: Statistique Canada 13-213 et 15-203.

Tableau 11 - PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR INDUSTRIE, EN DOLLARS CONSTANTS DE 1981

(millions de dollars)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
SECTEUR DES ENTREPRISES						
Agriculture	138,6	124,8	123,1	131,5	112,0	129,8
Exploitation forestière	--	--	128,6	84,9	128,7	176,0
Ind. de la pêche et du piégeage	30,5	29,9	34,2	38,5	38,2	37,4
Industries manufacturières	943,3	958,7	848,3	784,4	848,4	846,6
Ind. de la construction	576,4	479,6	489,4	528,5	518,8	519,1
Énergie électrique, gaz et autres services publics	209,6	219,2	222,8	242,0	415,4	447,7
Ind. des services d'enseignement	2,2	2,4	3,6	2,3	2,0	2,2
Ind. des services de soins de santé	81,1	88,8	92,1	94,3	103,0	107,2
Hébergement et restauration	135,1	139,9	140,6	133,2	127,8	131,5
SECTEUR NON COMMERCIAL						
Industrie des services forestiers	--	--	18,1	19,2	17,0	16,0
Industrie de la distribution d'eau	11,4	11,4	11,1	11,5	11,0	10,1
Services des admin. provinciales	198,6	204,8	212,5	224,7	231,1	232,1
Services des admin. locales	75,9	79,9	81,8	82,8	81,7	82,5
Ind. des services d'enseignement	418,3	418,3	418,3	425,2	433,7	435,0
Serv. de soins de santé et sociaux	251,2	266,5	284,3	311,3	330,4	338,7

Source: Statistique Canada 15-203.

Tableau 12 - INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS
(millions de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988[1]
Immobilisations	1 489,1	1 573,8	1 967,0	1 938,8	2 151,9	2 422,8
Construction:	906,7	928,2	1 200,1	1 224,3	1 403,8	1 492,3
Industries primaires et construction	97,8	113,0	124,2	88,1	65,5	70,6
Fabrication	37,6	27,6	44,7	41,6	40,7	79,0
Services d'utilité publique	73,8	99,2	71,5	71,1	87,0	130,3
Commerce et finances	88,0	72,8	80,5	115,0	119,4	125,8
Habitation	300,1	262,5	507,5	538,6	653,2	723,3
Institutions et ministères gouvernementaux	309,4	353,1	371,7	369,9	438,0	363,3
Machines et outillage:	582,4	645,6	766,9	714,5	748,1	930,5
Industries primaires et construction	109,1	175,7	155,3	87,1	101,0	105,1
Fabrication	210,5	142,4	291,7	241,2	247,2	391,3
Services d'utilité publique	114,2	143,1	128,9	160,2	119,9	157,6
Commerce et finances	91,9	122,2	138,8	165,4	211,8	206,4
Habitation	-	-	-	-	-	-
Institutions et ministères gouvernementaux	56,7	62,2	52,2	60,6	68,2	70,1
Réparations	591,5	690,8	692,6	701,3	750,8	773,6
Industries primaires et construction	95,8	104,1	118,2	132,4	132,4	145,2
Fabrication	124,4	134,4	130,5	133,1	169,9	195,0
Services d'utilité publique	133,6	194,4	228,7	200,6	188,0	176,5
Commerce et finances	31,8	39,2	46,8	52,2	65,9	55,5
Habitation	76,9	81,2	65,9	69,5	83,0	85,7
Institutions et ministères gouvernementaux	129,0	137,5	102,5	113,5	111,6	115,7
Immobilisatons et réparations	2 080,6	2 264,6	2 659,6	2 640,1	2 902,7	3 196,4

[1]Dépenses réelles provisoires.

Sources: Statistique Canada 61-205 et 61-206.

Tableau 13 - RÉMUNÉRATION HEBDOMADAIRE MOYENNE, PAR ACTIVITÉ
(dollars)

	1985	1986	1987	1988
Forêts	422,98	490,94	479,46	491,84
Mines, carrières et puits de pétrole	632,08	619,56	624,73	648,31
Industries manufacturières	415,24	448,88	470,56	488,47
Aliments et boissons	338,01	359,33	379,55	383,08
Bois	325,61	359,27	400,70	420,74
Papier et activités annexes	669,92	719,77	759,95	786,29
Construction	434,59	445,21	463,35	479,04
BRANCHES PRODUCTRICES DE BIENS	433,66	462,09	480,84	497,41
Transports, communications et autres services publics	484,26	509,20	532,19	554,39
Transports	455,39	473,92	496,21	512,84
Commerce	264,88	278,12	278,82	303,73
Commerce de gros	380,28	398,04	402,78	416,30
Commerce de détail	229,22	240,01	234,74	246,75
Finances, assurances et affaires immobilières	383,80	399,75	400,50	422,60
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	338,35	345,27	354,34	362,19
Enseignement et services annexes	496,51	507,37	522,18	539,50
Services médicaux et sociaux	350,84	353,45	365,13	377,79
Services fournis aux entreprises	308,91	324,58	350,56	371,38
Hébergement et restauration	164,34	170,62	162,73	160,00
Administration publique	509,64	516,45	541,18	553,08
BRANCHES PRODUCTRICES DE SERVICES	364,33	374,55	385,22	396,19
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	378,84	393,68	407,45	421,16

Source: Statistique Canada 72-002.

Tableau 14 - STATISTIQUES DE LA POPULATION ACTIVE

Année	Population de 15 ans et plus (milliers)	Population Active (milliers)	Personnes Occupées (milliers)	Chômeurs (milliers)	Taux de chômage (pourcentage)	Taux d'activité (pourcentage)
1973	439	232	214	18	7,7	52,8
1974	448	239	221	18	7,5	53,3
1975	461	248	224	24	9,8	53,8
1976	473	253	226	28	11,0	53,6
1977	481	258	224	34	13,2	53,6
1978	489	268	234	34	12,5	54,8
1979	497	273	243	30	11,1	55,0
1980	504	280	249	31	11,0	55,6
1981	508	286	253	33	11,5	56,2
1982	512	281	242	40	14,1	54,9
1983	519	288	245	43	14,8	55,4
1984	525	290	247	43	14,8	55,2
1985	530	300	255	45	15,1	56,7
1986	533	306	262	44	14,3	57,4
1987	537	312	272	41	13,1	58,2
1988	541	318	280	38	12,0	58,8

Source: Statistique Canada 71-201.

Tableau 15 - EMPLOI SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ
ET SELON LA PROFESSION
(milliers)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Branche d'activité						
Agriculture	7	7	7	6	6	5
Autres branches du secteur primaire	11	12	11	11	11	12
Industries manufacturières	33	34	32	35	37	39
Construction	15	13	14	15	15	17
Transports, communications et autres services publics	24	25	25	23	23	25
Commerce	46	47	48	50	53	53
Finances, assurances et affaires immobilières	9	10	10	11	12	12
Services	79	79	85	88	90	93
Administration publique	22	21	22	23	24	24
Total	245	247	255	262	272	280
Profession						
Direction et administration	55	62	68	69	69	72
Travail administratif	39	39	42	41	45	46
Commerce	26	22	23	25	26	26
Services	40	38	39	42	44	44
Professions du secteur primaire	16	16	15	14	15	15
Traitement des matières premières	30	32	30	32	34	34
Construction	17	15	18	19	18	21
Transports	11	12	11	12	13	13
Manutention et autres métiers	10	10	9	9	9	10

Sources: Statistique Canada 71-001 et 71-529.

Tableau 16 - EMPLOI DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(nombre)

Année	Administration fédérale	Administration provinciale	Administrations locales	Total
1974	15 733	27 350	3 552	46 635
1975	16 016	28 387	3 738	48 142
1976	16 392	28 899	3 754	49 045
1977	16 729	29 100	4 063	49 892
1978	17 205	29 701	3 815	50 721
1979	17 155	28 942	3 976	50 073
1980	17 280	29 247	4 164	50 691
1981	17 653	29 738	4 198	51 589
1982	16 883	30 734	4 341	51 958
1983	16 737	31 101	4 230	52 068
1984	16 922	36 613[1]	4 196	57 731
1985	16 823	38 147[1]	4 321	59 291
1986	16 664	39 186[1]	4 256	60 106
1987	16 343	40 839[1]	4 387	61 569

[1] Comprend environ 5 500 employés auparavant omis.

Sources: Statistique Canada 72-004, 72-007 et 72-009.

Tableau 17 - COMPOSANTES DU REVENU DES AGRICULTEURS
(milliers de dollars)

Année	Recettes monétaires totales	Revenu brut total[1]	Dépenses d'exploitation et d'amortissement	Revenu net total
1974	103 808	121 612	66 175	55 437
1975	99 263	95 591	75 653	19 938
1976	115 396	118 836	80 443	38 393
1977	110 765	113 858	84 293	29 565
1978	123 285	131 318	88 606	42 712
1979	141 665	148 521	99 884	48 637
1980	151 051	152 978	121 433	31 545
1981	201 156	218 348	151 193	67 155
1982	198 743	205 472	158 277	47 195
1983	197 084	197 107	161 587	35 520
1984	227 562	232 927	170 403	62 524
1985	225 696	243 248	175 018	68 230
1986	222 915	210 175	185 047	25 128
1987	247 107	260 258	190 303	69 955
1988	254 395	243 550	195 908	42 813

[1]Le revenu brut total correspond à la somme des recettes monétaires totales et du revenu en nature, corrigée de la valeur de la variation des stocks.

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 18 - RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DES OPÉRATIONS AGRICOLES
(milliers de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Avoine	1 321	1 226	1 491	1 096	894	1 290
Pommes de terre	43 337	52 229	44 126	42 796	52 813	54 973
Fruits	7 146	4 301	6 530	7 886	9 643	9 032
Légumes	8 845	7 886	9 876	6 337	7 357	7 643
Autres cultures	6 172	18 215	17 527	12 292	21 459	14 807
Total, cultures	66 821	83 857	79 550	70 407	92 166	87 745
Bêtes à cornes et veaux	20 351	21 095	19 672	25 454	23 334	26 302
Porcs	20 598	21 902	20 685	22 232	20 424	16 534
Moutons et agneaux	249	326	312	330	471	441
Produits laitiers	45 041	50 492	51 864	53 743	54 551	57 845
Volaille	19 047	21 464	22 373	22 871	23 740	26 143
Oeufs	11 806	13 244	14 270	13 525	13 979	14 452
Autres bétail et produits	3 245	3 734	3 855	2 786	6 233	4 374
Total, bétail et produits	120 337	132 257	133 031	140 941	142 732	146 091
Produits forestiers et de l'érable	4 996	5 115	6 427	7 542	7 638	8 383
Programme provincial de stabilisation de revenu	1 306	2 310	2 906	312	-14	3 563
Paiements supplémentaires de l'industrie laitière	3 596	3 826	3 720	3 672	3 613	3 811
Paiements d'appoint	28	197	6	41	110	3 820
Paiements supplémentaires	-	-	56	-	862	982
Total, recettes monétaires	197 084	227 562	225 696	222 915	247 107	254 395

Source: Statistique Canada 21-603.

Tableau 19 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Année	Établissements	Activité totale		Activité de l'exploitation forestière	
		Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur des Livraisons
	(nombre)		(milliers de dollars)		
1973	273	4 533	35 332	60 073	139 490
1974	278	4 741	43 155	72 834	166 333
1975	262	4 134	41 858	62 598	149 161
1976	210	3 852	45 072	73 603	177 180
1977	167	3 547	45 599	72 455	175 710
1978	180	4 269	56 159	87 544	198 401
1979	220	4 377	64 345	107 440	227 681
1980	252	4 140	65 921	112 187	251 104
1981	243	3 808	70 653	113 199	275 244
1982	195	3 188	57 652	82 562	219 528
1983	243	4 051	75 665	127 631	295 665
1984	265	3 217	67 873	171 680	370 493
1985	255	2 831	61 434	129 692	351 137

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 20 - ESTIMATIONS DE LA PRODUCTION FORESTIÈRE TOTALE (mètres cubes)

Année	Billes et billots	Bois à pâte	Bois de chauffage	Autres	Total
1973	2 418 000	6 258 000	155 000	36 000	8 867 000
1974	1 926 000	6 626 000	170 000	59 000	8 781 000
1975	1 755 000	4 913 000	193 000	45 000	6 906 000
1976	1 798 000	5 394 000	198 000	88 000	7 478 000
1977	1 897 000	5 550 000	170 000	85 000	7 702 000
1978	2 265 000	5 947 000	204 000	93 000	8 509 000
1979	2 322 000	6 088 000	255 000	85 000	8 750 000
1980	2 345 000	5 714 000	252 000	76 000	8 387 000
1981	2 282 000	5 165 000	266 000	82 000	7 795 000
1982	2 061 000	3 956 000	241 000	62 000	6 320 000
1983	2 360 000	4 752 000	265 000	65 000	7 442 000
1984	2 534 000	5 486 000	269 000	89 000	8 378 000
1985	2 344 000	5 126 000	337 000	89 000	7 896 000

Source: Statistique Canada 25-201.

Tableau 21 - STATISTIQUES PRINCIPALES DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

Année	Poissons de mer débarqués		Nombre de pêcheurs
	Quantité (tonnes métriques)	Valeur (milliers de dollars)	
1973	130 981	22 217	4 997
1974	118 356	22 080	4 898
1975	126 434	25 526	5 118
1976	118 527	25 082	5 486
1977	133 034	34 369	6 076
1978	154 899	49 976	4 842
1979	139 367	53 917	5 286
1980	107 161	48 752	5 896
1981	104 414	55 003	5 929
1982	111 027	67 377	5 805
1983	109 111	79 682	6 567
1984	96 976	75 751	6 665
1985	127 541	81 498	6 488
1986	130 498	94 116	7 749
1987	131 562	101 010	7 934

Sources: Pêches et Océans, Canada et le ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick.

Tableau 22 - VALEUR DES POISSONS DE MER DÉBARQUÉS (ESPÈCES PRINCIPALES)
(milliers de dollars)

Espèces	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Poissons de fond	8 058	8 048	5 482	7 896	10 839	14 016
Morue	5 470	6 413	3 701	5 380	7 456	8 284
Aiglefin	124	74	68	125	149	208
Perche rose	626	447	567	680	1 016	1 860
Autres	1 838	1 114	1 146	1 711	2 218	3 664
Poissons pélagiques et d'estuaire	10 750	9 938	7 672	12 041	14 521	17 591
Hareng	7 668	7 708	6 194	10 328	13 462	16 741
Saumon	586	501	67	-	-	-
Eperlan	883	298	299	272	21 100	451
Thon	39	37	59	63	23	-
Autres	1 574	1 394	1 053	1 378	936	399
Mollusques et crustacés	48 305	61 507	62 471	61 353	68 533	69 210
Coques	1 474	1 298	2 909	2 576	3 537	2 390
Crabe	17 838	27 054	23 972	18 029	25 929	23 527
Homard	22 371	23 637	25 488	32 322	29 162	27 288
Pétoncle	3 261	6 342	7 813	5 426	4 882	9 075
Autres	3 361	3 176	2 289	3 000	5 023	6 930
Divers[1]	264	189	126	208	223	193
Total	67 377	79 682	75 751	81 498	94 116	101 010

[1]Comprend la rhodyménie, la mousse, les écailles, etc.
Sources: Pêches et Océans, Canada et le ministère des Pêches du Nouveau-Brunswick.

Tableau 23 -PRODUCTION MINÉRALE - QUANTITÉ

(milliers)

Minéral	Unité	1987	1988p
Cuivre	kilogrammes	7 233	9 607
Plomb	kilogrammes	66 485	73 289
Zinc	kilogrammes	180 298	230 125
Argent	kilogrammes	182	202
Tourbe	tonnes métriques	197	214
Soufre	tonnes métriques	91	94
Sable et gravier	tonnes métriques	11 056	10 300
Pierre	tonnes métriques	2 878	2 960
Charbon	tonnes métriques	533	545
Gaz naturel	'000 mètres cubes	1	1

Sources: Statistique Canada 26-202 et le ministère des Ressources naturelles.

Tableau 24 - STATISTIQUE PRINCIPALE DE L'INDUSTRIE MINÉRALE

Année	Activité totale		Activité minière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Valeur de la production
		(milliers de dollars)		
1973	2 588	21 206	73 233	139 281
1974	2 934	26 640	84 439	187 783
1975	2 996	36 596	79 099	208 422
1976	2 936	36 492	69 633	190 653
1977	3 018	44 735	79 611	226 422
1978	2 810	43 226	131 618	308 023
1979	2 881	49 919	227 389	435 225
1980	2 554	50 040	103 845	257 304
1981	3 093	70 071	150 505	416 483
1982	2 918	77 669	144 820	416 722
1983	2 626	70 416	110 241	372 625
1984	2 940	90 111	221 143	486 914
1985	3 068	93 587	128 034	419 068
1986	3 145	103 194	160 434	450 488

Source: Statistique Canada 26-201.

Tableau 25 - PRODUCTION MINÉRALE - VALEUR
(milliers de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987	1988p
Minéraux métalliques	421 281	485 981	359 501	312 466	391 836	545 957
Cuivre	23 754	14 757	13 454	12 860	17 515	30 847
Plomb	41 518	53 003	39 463	45 341	70 333	73 289
Zinc	258 655	327 539	247 669	196 595	229 699	379 016
Argent	89 959	75 597	48 921	41 168	56 176	49 896
Minéraux non métalliques	16 633	43 549	67 527	118 813	152 481	205 124
Tourbe	9 792	10 974	14 700	21 351	18 917	18 292
Soufre	3 825	8 507	11 175	8 956	13 975	10 616
Matériaux de construction	38 385	42 178	46 011	42 266	44 567	46 067
Ciment	8 965	14 567	12 366	9 526	3 451	4 058
Sable et gravier	10 830	8 803	x	x	x	x
Pierre	11 310	10 341	12 168	13 064	15 934	16 280
Combustibles	29 707	29 837	31 626	28 027	33 347	33 907
Charbon	29 666	29 806	31 600	28 000	33 320	33 880
Total, Autres minéraux[1]	15	11 406	4 232	-	-	-
Tous les minéraux	506 021	612 951	508 897	501 572	622 231	831 055

[1] Comprend les valeurs confidentielles.

Sources: Statistique Canada 26-201, 26-202 et le ministère des Ressources naturelles.

Tableau 26 - STATISTIQUE PRINCIPALE DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Année	Activité Totale		Activité manufacturière	
	Nombre de salariés	Traitements et salaires	Valeur ajoutée	Livraisons
		(milliers de dollars)		
1976	30 303	340 728	585 465	1 864 343
1977	29 725	371 044	641 547	2 040 500
1978	31 267	412 298	738 116	2 434 849
1979	32 422	467 033	905 679	2 970 508
1980	32 221	526 902	1 079 586	3 560 553
1981	31 511	569 756	1 032 800	3 844 188
1982	28 619	562 523	938 432	3 323 697
1982[1]	28 506	561 295	936 750	3 319 877
1983[1]	28 429	593 532	1 040 848	3 504 835
1984[1]	28 531	631 327	1 150 595	4 092 301
1985[1]	29 456	692 037	1 242 712	4 243 042
1986[1]	29 820	724 100	..	4 298 672
1987[1]	31 640	807 000	..	4 797 704

[1]Ces chiffres sont basés sur la Classification type des industries (CTI) de 1980, alors que ceux susmentionnés sont basés sur la CTI de 1970.

Source: Statistique Canada 31-203.

Table 27 - LIVRAISONS DE PRODUITS DE FABRICATION, INDUSTRIES PRINCIPALES

(milliers de dollars)

Industrie	1984	1985	1986	1987	1988
Industrie du papier et activités connexes	1 000 231	958 227	1 009 535	1 276 359	1 410 710
Industrie des aliments	875 094	896 362	895 962	946 845	923 558
Industrie du bois	283 933	343 702	411 412	455 063	493 277
Imprimerie, édition et activités connexes	69 782	x	x	x	x
Fabrication de produits en métal	96 390	113 009	122 111	124 585	140 663
Meubles et articles d'ameublement	16 133	16 841	16 596	14 955	14 283
Divers	1 750 738	1 914 901[1]	1 843 056[1]	1 979 897[1]	1 605 375[1]
Total, Toutes les industries	4 092 301	4 243 042	4 298 672	4 797 704	4 587 866

[1]Comprend imprimerie, édition et activités connexes.

Sources: Statistique Canada 31-001 & 31-203.

Tableau 28 -LOGEMENTS MIS EN CHANTIER ET PARACHEVÉS

Année	Mises en chantier			Achèvements		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1973	7 235	7 734	268 529	7 036	5 534	246 581
1974	5 861	6 008	222 123	6 812	6 604	257 243
1975	6 983	6 366	231 456	5 804	6 249	216 964
1976	6 772	7 470	273 203	7 137	7 364	236 249
1977	4 308	7 495	245 724	5 313	7 521	251 789
1978	5 167	4 853	227 667	5 896	5 745	246 533
1979	5 021	4 538	197 049	5 090	6 132	226 489
1980	2 646	3 895	158 601	3 258	4 512	176 168
1981	2 188	3 715	177 973	2 477	4 374	174 996
1982	1 680	3 691	125 860	1 427	3 174	133 942
1983	4 742	5 697	162 645	3 487	5 069	163 008
1984	2 873	4 598	134 900	3 923	5 082	153 012
1985	4 142	6 923	165 826	3 224	5 748	139 106
1986	4 045	7 571	199 785	4 504	7 571	184 605
1987	3 716	6 460	245 986	3 944	6 488	217 976
1988	3 621	5 478	222 562	3 798	5 793	216 532

Sources: Statistique Canada 64-002 et S.C.H.L.

Tableau 29 - TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Année	Main-d'oeuvre		Coûts des matériaux utilisés	Valeur des travaux exécutés
	Salariés	Valeur	(milliers de dollars)	
1973	21 840	191 054	212 333	517 861
1974	26 087	270 735	300 259	755 318
1975	22 709	297 766	321 388	828 972
1976	23 799	325 136	315 035	892 979
1977	21 024	314 887	316 606	873 745
1978	21 485	336 966	342 863	927 736
1979	22 193	401 593	399 484	1 070 527
1980	14 747	358 130	365 709	958 052
1981	15 339	383 424	382 633	1 022 317
1982	20 325	393 005	424 578	1 081 700
1983	19 761	403 218	464 092	1 154 410
1984	20 317	429 618	485 077	1 200 082
1985	23 256	514 211	551 377	1 447 555
1986	20 344	465 265	551 337	1 471 396
1987[1]	21 248	521 022	621 608	1 643 203
1988[2]	21 226	538 700	644 161	1 700 183

[1]Chiffres réels provisoires.
[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 30 - VALEUR DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION SELON LE GENRE DE CONSTRUCTION
(milliers de dollars)

	1983	1984	1985	1986	1987[1]	1988[2]
Construction de bâtiments	724 935	735 008	995 075	1 042 640	1 178 179	1 229 301
Habitations	376 986	343 708	573 411	608 077	692 789	728 596
Bâtiments industriels	62 575	90 745	90 401	67 020	73 292	88 026
Bâtiments commerciaux	132 505	137 517	145 776	148 172	181 094	189 571
Édifices institutionnels	122 601	133 043	143 303	167 508	186 539	173 673
Autres bâtiments	30 268	29 995	42 184	51 863	44 465	49 435
Construction technique	429 475	465 074	452 480	428 756	465 024	470 882
Génie maritime	36 696	40 160	17 175	11 434	14 572	29 071
Routes et pistes d'atterrissage	132 302	153 176	164 373	154 097	186 834	192 302
Systèmes d'eau et d'égout	52 697	39 635	46 075	45 097	39 216	36 174
Barrages et travaux d'irrigation	3 283	2 097	2 235	3 283	3 549	4 053
Énergie électrique	53 499	70 785	48 493	57 705	68 441	61 127
Chemins de fer, téléphones et télégraphes	33 557	46 693	72 083	51 160	67 679	66 669
Gaz et pétrole	12 414	3 419	11 193	10 514	7 725	7 661
Autres ouvrages	105 027	109 109	90 853	95 466	77 008	73 825
Total	1 154 410	1 200 082	1 447 555	1 471 396	1 643 203	1 700 183

[1]Chiffres réels provisoires.

[2]Prévisions.

Source: Statistique Canada 64-201.

Tableau 31 - COMMERCE DE DÉTAIL

Année	Total (millions de dollars)			Par habitant (dollars)		
	N.-B.	N.-É.	Canada	N.-B.	N.-É.	Canada
1974	1 141,4	1 444,6	44 751,2	1 746	1 780	2 001
1975	1 337,8	1 619,1	51 399,2	2 011	1 976	2 265
1976	1 494,7	1 821,8	57 166,9	2 207	2 199	2 486
1977	1 564,5	1 936,6	61 651,3	2 287	2 324	2 649
1978	1 745,0	2 239,5	68 769,3	2 536	2 674	2 924
1979	1 975,5	2 523,6	77 025,1	2 855	2 998	3 244
1980	2 119,1	2 643,0	84 026,6	3 047	3 127	3 495
1981	2 317,5	2 889,1	94 292,8	3 328	3 409	3 874
1982	2 448,6	3 097,8	97 638,5	3 515	3 647	3 972
1983	2 719,3	3 533,8	106 243,0	3 867	4 123	4 286
1984	2 927,4	4 048,0	116 079,9	4 135	4 683	4 647
1985	3 171,5	4 579,6	129 446,3	4 468	5 258	5 144
1986	3 482,4	4 796,1	140 009,3	4 902	5 493	5 522
1987	3 794,2	5 225,3	153 732,8	5 327	5 945	5 999
1988	4 123,1	5 605,8	165 123,0	5 771	6 342	6 370

Sources: Statistique Canada 63-005, 63-517 et 63-519.

Tableau 32 - COMMERCE DE DÉTAIL SELON LE GENRE DE COMMERCE
(milliers de dollars)

	1986	1987	1988
Épiceries - boucheries	631 887	687 564	726 293
Épiceries, confiseries et articles divers	142 412	158 229	181 690
Tous les autres magasins d'aliments	50 621	52 758	52 834
Grands magasins	271 009	285 874	299 225
Magasins de marchandises	125 491	134 547	141 153
Magasins généraux	121 762	133 618	135 194
Bazars	79 813	67 352	61 705
Concessionnaires d'automobiles	642 550	696 659	774 820
Vendeurs d'automobiles d'occasion	24 870	27 807	34 731
Stations-service	366 607	396 171	445 457
Garages	16 753	15 184	22 528
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	87 779	103 001	98 194
Magasins de vêtements pour hommes	32 709	30 098	30 356
Magasins de vêtements pour dames	67 389	72 747	77 754
Magasins de vêtements pour la famille	47 089	47 376	52 395
Magasins de chaussures spécialisées	x	x	x
Magasins de chaussures pour la famille	x	x	x
Quincailleries	43 855	46 090	51 123
Magasins de meubles	39 366	37 996	49 397
Magasins d'appareils ménagers	8 858	11 446	11 723
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	x	x	x
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	195 710	233 170	256 850
Librairies et papeteries	17 597	20 021	22 968
Fleuristes	12 772	14 104	15 300
Bijouteries	26 753	27 936	30 881
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	29 314	33 568	39 601
Magasins d'accessoires personnels	19 177	21 735	26 064
Tous les autres magasins	337 551	393 021	393 021
Total	3 482 358	3 794 167	4 343 495

Source: Statistique Canada 63-005.

Tableau 33 - INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(1981 = 100)

Année	Saint-John								Canada
	Aliments	Habitation	Habillement	Transports	Santé et soins personnels	Loisirs et lecture	Tabacs et boissons alcoolisées	Ensemble	Ensemble
1975	55,5	57,9	66,9	59,2	63,7	67,7	61,6	59,1	58,5
1976	58,4	63,5	70,0	63,5	69,7	72,0	63,4	63,3	62,9
1977	62,8	69,6	73,8	67,5	74,0	75,5	67,0	68,0	67,9
1978	70,6	74,7	77,3	71,5	78,5	77,6	73,2	73,5	73,9
1979	80,2	79,9	83,9	77,7	83,9	84,0	79,6	80,4	80,7
1980	89,3	87,0	94,0	87,3	90,3	91,4	87,8	88,7	88,9
1981	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1982	103,5	113,3	104,3	111,0	110,3	109,9	113,9	109,4	110,8
1983	106,6	122,1	108,1	119,5	118,3	118,9	131,9	116,8	117,2
1984	112,8	128,8	110,7	124,4	123,5	124,0	143,9	122,8	122,3
1985	116,4	135,0	113,0	130,3	126,0	128,0	157,2	128,0	127,2
1986	122,9	136,6	116,1	133,2	129,1	134,9	175,8	132,4	132,4
1987	129,8	140,1	120,3	132,6	135,4	141,8	184,6	136,6	138,2
1988	131,2	143,9	125,7	136,0	140,8	149,8	203,7	141,2	143,8

Sources: Statistique Canada 62-001 & 62-010.

Tableau 34 - RECETTES DE L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

Année	Hébergement			Repas et boissons		Emploi[1]
	Total	Total	Hôtels	Total	Restaurants	
	(milliers de dollars)					
1973	..	33 422	17 590	..	30 935	..
1974	..	39 331	21 524	.	32 623	..
1975	..	44 829	23 662	..	37 696	..
1976	164 526	50 426	27 195	114 100	41 053	..
1977	177 115	55 101	30 720	122 014	43 971	..
1978	202 439	61 203	39 083	141 236	46 855	..
1979	214 649	64 749	39 081	149 900	48 792	..
1980	231 615	70 515	48 077	161 100	..	..
1981	244 385	77 043	46 874	167 342	89 002	..
1982	271 399	84 455	54 882	186 944	95 363	..
1983	273 250	86 049	54 316	187 201	94 085	10 540
1984	303 763	96 888	65 798	206 875	105 459	10 565
1985	..	..	..	219 039	113 229	12 342
1986	..	..	..	239 612	124 093	12 909
1987	..	..	..	265 845	143 900	13 931

[1] Hébergement, et restauration.

Sources: Statistique Canada 63-011, 63-204 et 72-002.

Tableau 35 - NOMBRE DE VÉHICLES AUTOMOBILES IMMATRICULÉS

Année	Voitures particulières	Véhicules utilitaires	Motocyclettes	Other	Total
1972	185 183	39 099	4 668	6 158	235 108
1973	198 671	44 752	6 010	6 609	256 042
1974	208 229	51 422	7 653	6 869	274 173
1975	218 919	55 924	9 656	4 159	288 658
1976	226 070	61 921	8 490	4 025	300 506
1977	235 164	69 501	9 554	4 443	318 662
1978	243 301	78 127	10 903	8 446	340 777
1979	250 388	85 290	10 869	9 720	356 267
1980	252 915	91 421	11 315	8 585	364 236
1981	251 511	91 684	10 778	11 978[1]	365 951
1982	249 819	100 219	10 793	11 965	372 796
1983	259 866	107 268	11 640	10 684	389 458
1984	268 686	110 628	11 817	12 506	403 637
1985	278 106	114 265	11 836	12 598	416 805
1986	286 037	121 462	11 393	7 590	426 482
1987	292 736	126 677	10 970	6 252	436 635

1 Comprend les mobylettes enregistrées à partir de 1981.

Sources: Statistique Canada 53-219 et le ministère des Transports.

Tableau 36 - DISPONIBILITÉ ET ÉCOULEMENT DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE
(GW.h.)[1]

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Disponibilité de l'énergie	12 254	15 774	17 025	17 954	19 780	19 789
Production totalea	8 435	11 657	12 396	11 401	12 222	12 601
Production hydro-électrique (nette)	2 645	3 132	3 121	2 287	3 184	2 219
Services d'électricité	2 576	3 072	3 065	2 242	3 123	2 174
Établissements industriels	69	60	56	45	62	45
Production thermique (nette)	5 790	8 525	9 275	9 114	9 038	10 380
Services d'électricité	5 234	8 022	8 650	8 526	8 329	9 726
Établissements industriels	556	503	625	588	709	654
Importations des États-Unis	71	25	17	412	424	266
Reçue des autres provinces	3 748	4 092	4 613	6 141	7 133	6 922
Écoulement de l'énergie	12 254	15 774	17 025	17 954	19 780	19 789
Écoulement provincial total	8 529	9 249	10 515	10 514	11 555	12 376
Services domestiques	2 491	2 651	2 952	3 263	3 564	..
Services industriels	3 473	3 923	4 700	4 362	5 008	..
Consommation commerciale et autres	1 592	1 612	1 710	1 760	1 866	..
Divers	973	1 064	1 154	1 129	1 117	..
Exportée aux États-Unis	3 029	5 266	5 657	6 493	7 008	6 141
Livrée à d'autres provinces	695	1 258	853	947	1 217	1 272

[1]gigawatt heure = 1 million de kilowatts heure.

Sources: Statistique Canada 57-001 et 57-202.

Tableau 37 - EXPORTATIONS

Année	Nouveau-Brunswick	N.-B. en % du PIB	Canada	Canada en % du PIB	Exportations du N.-B. en % des exportations du Canada
	(milliers de dollars)		(milliers de dollars)		
1973	525 241	24,1	24 838	22,2	2,1
1974	706 311	26,5	31 740	23,6	2,2
1975	753 202	24,8	32 504	21,1	2,3
1976	775 608	22,4	37 576	21,2	2,1
1977	924 412	25,0	43 684	22,6	2,1
1978	1 280 175	31,3	52 259	24,1	2,4
1979	2 049 847	40,1	64 317	25,8	3,2
1980	2 282 242	43,4	74 446	26,4	3,1
1981	2 440 837	41,7	81 337	25,5	3,0
1982	1 462 305	23,5	81 825	24,4	1,8
1983	1 667 680	24,7	88 155	24,3	1,9
1984	2 132 660	28,2	109 437	27,3	1,9
1985	2 128 508	26,4	116 145	27,0	1,8
1986	2 590 710	29,6	116,588	25,8	2,2
1987	2 951 159	31,7	121 414	24,7	2,4

Sources: Statistique Canada 65-001, 65-202 et tableaux non publiés.

Tableau 38 - EXPORTATIONS DE MARCHANDISES[1]

(milliers de dollars)

Catégorie de marchandises		1985	1986	1987
I	Animaux vivants	1 491	1 046	634
II	Aliments, provendes, boissons et tabacs	350 437	404 232	453 679
	Poissons, frais ou congelés	36 955	43 515	63 524
	Poissons, en conserve ou en boîtes	66 143	78 578	87 170
	Crustacés	155 929	181 278	194 676
	Fruits et légumes	45 440	49 652	53 499
	Tous les autres produits	45 970	51 209	54 809
II	Matières brutes non comestibles	147 774	135 389	165 109
	Matières en bois	14 782	16 202	20 321
	Bois à pâte	3 434	4 858	7 324
	Minéraux	115 045	96 499	120 624
	Métaux	111 347	93 975	117 528
	Charbon et pétrole brut	4	-	1 618
	Minéraux non métalliques	3 694	2 524	1 478
	Tous les autres produits	17 948	22 688	24 164
IV	Matières travaillées non comestibles	1 576 428	1 991 783	2 256 412
	Demi-produits en bois	93 999	122 769	144 075
	Bois d'oeuvre	74 066	97 307	110 736
	Pâte de bois	494 093	573 145	611 501
	Papier et carton	404 953	450 179	597 075
	Papier à imprimer	378 823	390 567	536 217
	Produits chimiques	41 387	119 103	152 433
	Engrais	38 537	116 747	151 426
	Pétrole et charbon	165 984	411 513	421 522
	Produits métalliques	34 675	28 003	41 753
	Produits non métalliques	4 396	4 708	4 480
	Divers	332 360	278 705	281 271
	Électricité	331 258	276 694	278 802
	Tous les autres	4 580	3 659	2 302
V	Produits finis	46 830	53 171	70 153
	Machines et équipement industriels	18 975	21 864	28 092
	Matériel de transport et de communication	4 812	3 077	6 990
	Autres matériel et outils	4 843	4 006	5 244
	Biens personnels et ménagers	1 020	518	908
	Produits finis divers	17 180	23 706	28 919
VI	Transactions spéciales commerciales	5 549	5 089	5 172
EXPORTATIONS TOTALES		2 128 508	2 590 710	2 951 159

[1]Ajusté par l'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick.
Source: Tableaux non publiés de Statistique Canada.